



**SAVARIA CORPORATION  
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AUX 31 DECEMBRE 2017 ET 2016**

---

<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>PAGE</b>
RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....	1
RAPPORT DES AUDITEURS.....	2
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
États consolidés de la situation financière.....	4
États consolidés du résultat net.....	5
États consolidés du résultat global.....	6
État consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.....	7
État consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.....	8
États consolidés des flux de trésorerie.....	9
Notes aux états financiers consolidés.....	10

---

## **RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Les états financiers consolidés ci-joints de **SAVARIA CORPORATION** (la « **Société** ») sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les Normes internationales d'information financière et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction.

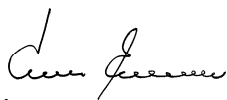
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la société s'est dotée de systèmes de contrôles internes et a établi des politiques et procédés adaptés à l'industrie dans laquelle elle évolue. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés. Le Comité d'audit rencontre périodiquement la direction afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière ainsi que des questions de présentation de l'information financière. Le Comité examine également les états financiers consolidés annuels et le rapport des auditeurs indépendants, et fait part de ses constatations au Conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires. Les auditeurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le Comité d'audit, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers consolidés aux 31 décembre 2017 et 2016 et pour les exercices clos à ces dates ont été audités par les auditeurs désignés par les actionnaires, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.



**Marcel Bourassa**  
Le président du conseil et chef de la direction



**Jean-Marie Bourassa CPA, CA**  
Le chef de la direction financière

Laval (Québec) Canada  
Le 8 mars 2018



**KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.**  
Tour KPMG, Bureau 1500  
600, boul. de Maisonneuve Ouest  
Montréal (Québec) H3A 0A3  
Canada

Téléphone (514) 840-2100  
Télécopieur (514) 840-2187  
Internet [www.kpmg.ca](http://www.kpmg.ca)

## **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Aux actionnaires de Savaria Corporation

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Savaria Corporation, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016, les états consolidés du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### *Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité des auditeurs*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Page 2

*Opinion*

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Savaria Corporation au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.\**

Le 8 mars 2018

Montréal, Canada

\*CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A109612

	Note	2017	2016
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie		7 719 \$	51 230 \$
Créances et autres débiteurs	5	24 483	13 160
Créances d'impôt à recevoir		86	-
Instruments financiers dérivés	22	466	-
Stocks	6	39 541	24 792
Charges payées d'avance		2 441	1 057
Dépôt		627	-
<b>Total des actifs courants</b>		<b>75 363</b>	<b>90 239</b>
<b>Actifs non courants</b>			
Instruments financiers dérivés	22	1 921	171
Prêts à long terme		21	33
Immobilisations corporelles	7	35 407	19 530
Immobilisations incorporelles et goodwill	8	100 490	12 049
Dépôt sur acquisition d'une entreprise	9	4 426	-
Dépôt sur acquisition d'immobilisations corporelles		205	262
Autres actifs à long terme		196	-
Actifs d'impôt différé	18	1 767	3 848
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>144 433</b>	<b>35 893</b>
<b>Total des actifs</b>		<b>219 796 \$</b>	<b>126 132 \$</b>
<b>Passifs</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Fournisseurs et autres créditeurs	10	21 651 \$	14 340 \$
Dividende à payer		1 238	-
Passifs d'impôts exigibles	18	465	1 349
Produits différés		5 107	2 671
Instruments financiers dérivés	22	279	4 298
Partie courante de la dette à long terme	11	1 470	3 436
Provision pour garantie	12	954	510
<b>Total des passifs courants</b>		<b>31 164</b>	<b>26 604</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Dette à long terme	11	38 428	13 855
Provision pour garantie	12	740	757
Autres passifs à long terme		267	49
Passifs d'impôts exigibles	18	682	-
Instruments financiers dérivés	22	-	1 699
Passifs d'impôt différé	18	9 732	183
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>49 849</b>	<b>16 543</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>81 013</b>	<b>43 147</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions et bons de souscription	13	120 394	72 791
Surplus d'apport		3 298	2 587
Cumul des autres éléments du résultat global		(1 691)	(4 050)
Résultats non distribués		16 782	11 657
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>138 783</b>	<b>82 985</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>219 796 \$</b>	<b>126 132 \$</b>

Les notes aux pages 11 à 51 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

	Note	2017	2016
<b>Revenus</b>	14	<b>180 518 \$</b>	119 728 \$
<b>Coût des ventes</b>		<b>116 593</b>	79 159
<b>Marge brute</b>		<b>63 925</b>	40 569
<b>Charges opérationnelles</b>			
Frais d'administration		<b>15 029</b>	9 550
Frais de vente		<b>20 162</b>	9 478
Frais d'ingénierie		<b>3 239</b>	2 516
Frais de recherche et développement		<b>1 242</b>	935
		<b>39 672</b>	22 479
Autres charges	16	<b>1 617</b>	641
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>22 636</b>	17 449
Produits financiers	17	<b>(282)</b>	(630)
Charges financières	17	<b>1 913</b>	825
<b>Charges financières nettes</b>		<b>1 631</b>	195
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>21 005</b>	17 254
Charge d'impôt sur le résultat	18	<b>1 757</b>	4 953
<b>Résultat net</b>		<b>19 248 \$</b>	12 301 \$
<b>Résultat net par action</b>	19		
De base		<b>0,48 \$</b>	0,36 \$
Dilué		<b>0,47 \$</b>	0,34 \$

Les notes aux pages 11 à 51 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités

	2017	2016
<b>Résultat net</b>	<b>19 248 \$</b>	12 301 \$
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Éléments qui sont ou qui peuvent éventuellement être reclassés dans le résultat :		
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	<b>4 383</b>	2 075
Impôts différés	<b>(1 129)</b>	(536)
	<b>3 254</b>	1 539
Pertes sur contrats de change portées au résultat au cours de l'exercice	<b>3 551</b>	4 634
Impôts différés	<b>(913)</b>	(1 191)
	<b>2 638</b>	3 443
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie	<b>5 892</b>	4 982
Pertes nettes latentes sur la conversion des états financiers d'établissements étrangers	<b>(4 157)</b>	(484)
Couverture d'investissement net, déduction faite des impôts	<b>624</b>	-
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts</b>	<b>2 359</b>	4 498
<b>Résultat global total</b>	<b>21 607 \$</b>	16 799 \$

Les notes aux pages 11 à 51 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités



	2016						
	Capital-actions et bons de souscription			Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	Nombre		Montant				
	Capital-actions	Bons de souscription					
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>32 579 614</b>	<b>2 875 000</b>	<b>47 878 \$</b>	<b>2 265 \$</b>	<b>(8 548) \$</b>	<b>7 618 \$</b>	<b>49 213 \$</b>
<b><u>Résultat global total</u></b>							
<b>Résultat net</b>	-	-	-	-	-	12 301	<b>12 301</b>
<b>Autres éléments du résultat global :</b>							
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts	-	-	-	-	1 539	-	<b>1 539</b>
Pertes sur contrats de change portées au résultat au cours de l'exercice, déduction faite des impôts	-	-	-	-	3 443	-	<b>3 443</b>
Pertes nettes latentes sur la conversion des états financiers d'établissements étrangers	-	-	-	-	(484)	-	<b>(484)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	-	4 498	-	<b>4 498</b>
<b>Résultat global total</b>	-	-	- \$	- \$	4 498 \$	12 301 \$	<b>16 799 \$</b>
<b><u>Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement dans les capitaux propres (notes 13 A) et 21)</u></b>							
Émission d'actions dans le cadre d'un placement privé	2 600 000	-	20 280	-	-	-	<b>20 280</b>
Frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts	-	-	-	-	-	(867)	<b>(867)</b>
Rémunération à base d'actions	-	-	-	357	-	-	<b>357</b>
Exercice d'options d'achat d'actions	165 833	-	347	(35)	-	-	<b>312</b>
Exercice de bons de souscription	1 008 500	(1 008 500)	4 286	-	-	-	<b>4 286</b>
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	-	(7 395)	<b>(7 395)</b>
<b>Total des transactions avec les actionnaires</b>	<b>3 774 333</b>	<b>(1 008 500)</b>	<b>24 913</b>	<b>322</b>	<b>-</b>	<b>(8 262)</b>	<b>16 973</b>
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>36 353 947</b>	<b>1 866 500</b>	<b>72 791 \$</b>	<b>2 587 \$</b>	<b>(4 050) \$</b>	<b>11 657 \$</b>	<b>82 985 \$</b>

Les notes aux pages 11 à 51 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

	2017						
	Capital-actions et bons de souscription			Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	Nombre		Montant				
	Capital-actions	Bons de souscription					
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>36 353 947</b>	<b>1 866 500</b>	<b>72 791 \$</b>	<b>2 587 \$</b>	<b>(4 050) \$</b>	<b>11 657 \$</b>	<b>82 985 \$</b>
<b><u>Résultat global total</u></b>							
<b>Résultat net</b>	-	-	-	-	-	19 248	<b>19 248</b>
<b>Autres éléments du résultat global :</b>							
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts	-	-	-	-	3 254	-	<b>3 254</b>
Pertes sur contrats de change portées au résultat au cours de la période, déduction faite des impôts	-	-	-	-	2 638	-	<b>2 638</b>
Pertes nettes latentes sur la conversion des états financiers d'établissements étrangers	-	-	-	-	(4 157)	-	<b>(4 157)</b>
Variation de la couverture d'investissement net, déduction faite des impôts	-	-	-	-	624	-	<b>624</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	-	2 359	-	<b>2 359</b>
<b>Résultat global total</b>	-	-	- \$	- \$	2 359 \$	19 248 \$	<b>21 607 \$</b>
<b><u>Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement dans les capitaux propres (notes 13 A) et 21</u></b>							
Émission d'actions dans le cadre d'un placement privé	2 760 000	-	38 364	-	-	-	<b>38 364</b>
Frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts	-	-	-	-	-	(1 463)	<b>(1 463)</b>
Rémunération à base d'actions	-	-	-	890	-	-	<b>890</b>
Exercice d'options d'achat d'actions	270 001	-	1 306	(179)	-	-	<b>1 127</b>
Exercice de bons de souscription	1 866 500	(1 866 500)	7 933	-	-	-	<b>7 933</b>
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	-	(12 660)	<b>(12 660)</b>
<b>Total des transactions avec les actionnaires</b>	<b>4 896 501</b>	<b>(1 866 500)</b>	<b>47 603</b>	<b>711</b>	<b>-</b>	<b>(14 123)</b>	<b>34 191</b>
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>41 250 448</b>	<b>-</b>	<b>120 394 \$</b>	<b>3 298 \$</b>	<b>(1 691) \$</b>	<b>16 782 \$</b>	<b>138 783 \$</b>

Les notes aux pages 11 à 51 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

**SAVARIA CORPORATION**
**ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars)



	Note	2017	2016
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>			
Résultat net		19 248 \$	12 301 \$
Ajustements pour :			
Amortissement des immobilisations corporelles	7	2 199	1 309
Amortissement des immobilisations incorporelles	8	3 971	691
Charge d'impôt	18	1 757	4 953
Rémunération à base d'actions	21	890	357
Pertes de change non réalisées		590	14
Charges financières	17	1 236	825
Autres		(66)	58
		<b>29 825</b>	<b>20 508</b>
Variation nette des éléments hors caisse liés aux opérations	20 A)	(5 375)	2 154
Encaissement des prêts à long terme		12	18
Impôt sur le résultat payé		(5 220)	(4 595)
<b>Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles</b>		<b>19 242</b>	<b>18 085</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>			
Acquisitions d'entreprises	4	(105 253)	(8 675)
Dépôt sur acquisition d'une entreprise	9	(4 426)	-
Dépôts sur acquisition d'immobilisations corporelles		(205)	(262)
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(5 597)	(2 344)
Augmentation des immobilisations incorporelles	8	(1 832)	(648)
<b>Trésorerie nette liée aux activités d'investissement</b>		<b>(117 313)</b>	<b>(11 929)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>			
Augmentation de la dette à long terme	11	39 495	2 649
Remboursement de la dette à long terme		(16 356)	(2 696)
Intérêts payés		(1 021)	(738)
Frais de transaction liés à une dette à long terme		(1 015)	-
Produits issus de l'émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé, déduction faite des frais de transaction	13 A)	36 374	19 094
Produits issus de l'exercice d'options	13 A)	1 127	312
Produits issus de l'exercice de bons de souscription	13 A)	7 933	4 286
Dividendes payés sur actions ordinaires	13 C)	(11 422)	(7 395)
<b>Trésorerie nette liée aux activités de financement</b>		<b>55 115</b>	<b>15 512</b>
<b>Variation nette de la trésorerie</b>		<b>(42 956)</b>	<b>21 668</b>
Trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier		51 230	29 707
Perte de change non réalisée sur la trésorerie détenue en devises étrangères		(555)	(145)
<b>Trésorerie au 31 décembre</b>		<b>7 719 \$</b>	<b>51 230 \$</b>

Les notes aux pages 11 à 51 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

---

	<b>PAGE</b>		<b>PAGE</b>
1 . Entité présentant les états financiers consolidés..	11	15 . Avantages du personnel .....	35
2 . Base d'établissement .....	11	16 . Autres charges.....	36
3 . Principales méthodes comptables .....	12	17 . Produits financiers et charges financières .....	36
4 . Acquisitions d'entreprises .....	25	18 . Impôts .....	36
5 . Créances et autres débiteurs .....	28	19 . Résultat par action .....	39
6 . Stocks .....	28	20 . Flux de trésorerie .....	39
7 . Immobilisations corporelles .....	29	21 . Paiements fondés sur des actions .....	40
8 . Immobilisations incorporelles et goodwill .....	30	22 . Instruments financiers .....	41
9 . Dépôt sur acquisition d'une entreprise.....	32	23 . Engagements .....	48
10 . Fournisseurs et autres créiteurs .....	32	24 . Détermination des justes valeurs .....	49
11 . Dette à long terme .....	33	25 . Subventions gouvernementales .....	50
12 . Provision pour garantie.....	34	26 . Secteurs opérationnels .....	50
13 . Capital et autres éléments des capitaux propres..	35	27 . Éventualités .....	51
14 . Revenus .....	35	28 . Parties liées .....	51

*(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données sur les actions et sur les options.)*

## **1 . Entité présentant les états financiers consolidés**

Savaria Corporation est une entreprise domiciliée au Canada. Son siège social est au 4350, autoroute Chomedey, Laval, Québec. Les états financiers consolidés de la Société aux 31 décembre 2017 et 2016 et pour les exercices clos à ces dates comprennent les comptes de Savaria Corporation et de ses filiales en propriété exclusive (l'ensemble désigné comme la « Société » ou « Savaria »). Savaria est un des chefs de file nord-américains de l'industrie de l'accessibilité. Elle offre des solutions aux personnes à mobilité réduite afin d'accroître leur confort, leur mobilité et leur liberté. Les activités de la Société sont divisées en trois secteurs opérationnels : le secteur Accessibilité, le secteur Véhicules adaptés et le secteur Span tel que décrit à la note 26 « Secteurs opérationnels ». Compte tenu de ses plus récentes acquisitions, la Société réalisera environ 66 % de ses revenus à l'extérieur du Canada, principalement aux États-Unis.

## **2 . Base d'établissement**

### **A) Déclaration de conformité**

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») s'appliquant à la préparation des états financiers annuels.

Les présents états financiers consolidés ont fait l'objet d'un audit par les auditeurs de la Société et ont été approuvés par le Conseil d'administration le 8 mars 2018.

### **B) Base d'évaluation**

Les états financiers consolidés ont été établis au coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés dans les états consolidés de la situation financière, qui sont évalués à la juste valeur.

### **C) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation**

Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

### **D) Utilisation d'estimations et recours au jugement**

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des revenus et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif sont l'évaluation des actifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises et la provision pour garantie et la provision pour obsolescence des stocks.

Les jugements importants réalisés par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'incidence la plus significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont la détermination des unités génératrices de trésorerie (« UGT »), l'identification des secteurs opérationnels et la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger.

### 3 . Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à tous les exercices présentés dans les présents états financiers consolidés, sauf indication contraire.

#### A) Méthode de consolidation

Toutes les filiales sont des entreprises détenues à 100 % par la Société. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées, au besoin, afin qu'elles cadrent avec celles adoptées par la Société.

#### Filiales

Ascenseurs Savaria Concord Inc. (« Savaria Concord »)  
Freedom Motors Inc. (« Freedom »)  
Savaria (Australia) Pty Ltd (« Savaria Australia »)  
Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co., LTD (« Savaria Huizhou »)  
Savaria Lifts Ltd. (« Savaria Lifts »)  
Savaria Sales, Installation and Service Inc. (« Savaria SIS »)  
Savaria USA Inc. (« Savaria USA »)  
Silver Cross Automotive Inc. (« SC Automotive »)  
Silver Cross Franchising Inc. et ses filiales (« Silver Cross »)  
Span-America Medical Systems, Inc. et sa filiale (« Span »)  
Van-Action (2005) Inc. (« Van-Action »)

Les soldes et les transactions intersociétés, ainsi que les revenus et coûts qui découlent de transactions intersociétés, sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

#### B) Monnaie étrangère

##### i) Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle respective des entités de la Société au cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à cette date. Le profit ou la perte de change sur les éléments monétaires correspond à la différence entre le coût amorti en monnaie fonctionnelle au début de l'exercice, ajusté en fonction du taux d'intérêt effectif et des paiements versés pendant l'exercice, et le coût amorti en monnaie étrangère converti au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de conversion qui découlent de ces conversions sont comptabilisés dans le résultat net. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

##### ii) Établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au cours de change moyen pour l'exercice.

Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

Les profits ou pertes de change découlant d'un élément monétaire qui est une créance à recevoir d'un établissement étranger ou une dette envers celui-ci, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement étranger, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### C) Instruments financiers

La Société comptabilise initialement les actifs financiers à la date de la transaction à laquelle la Société devient partie prenante aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Si l'actif financier n'est pas subséquemment comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net, les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou la création de l'actif seront inclus à l'évaluation initiale. Les coûts de transaction directement attribuables aux autres actifs financiers seront comptabilisés au résultat net. Au moment de la comptabilisation initiale, la Société classe ses actifs financiers comme évalués subséquemment au coût amorti ou à la juste valeur, selon son modèle économique de gestion des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels.

Tous les produits et charges liés aux instruments financiers sont comptabilisés à même les produits financiers et les charges financières.

#### i) Actifs financiers

Les actifs financiers sont classés dans les catégories suivantes selon la raison pour laquelle les actifs financiers ont été acquis.

##### Actifs financiers évalués au coût amorti

Un actif financier est subséquemment évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur, si :

- . l'actif est détenu selon un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs dans le but d'encaisser des flux de trésorerie contractuels; et
- . les termes contractuels de l'actif financier prévoient, à des dates fixes, des flux de trésorerie qui ne représentent que des paiements en capital et intérêts.

À l'heure actuelle, la Société classe sa trésorerie, ses créances et autres débiteurs ainsi que ses prêts à long terme en tant qu'actifs financiers évalués au coût amorti. Les créances et les prêts à long terme sont portés aux états consolidés de la situation financière, déduction faite de la provision pour mauvaises créances. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les créances, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour mauvaises créances. Les pertes de valeur sont imputées à un compte de provision tant et aussi longtemps que la direction considère qu'il y a une possibilité de percevoir le montant dû. Une fois que toutes les possibilités de perception d'un compte provisionné sont épuisées, la perte de valeur est imputée directement contre la valeur comptable de la créance. Des créances peuvent parfois être renégociées en prêts à long terme. Dans ces cas, la Société exige des garanties, incluant des garanties personnelles suffisantes pour couvrir le montant du prêt. Ces prêts sont comptabilisés à la juste valeur au moment du transfert des créances en prêts à long terme.

La Société décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsqu'elle transfère les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier dans le cadre d'une transaction où la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés.

##### Actifs financiers évalués à la juste valeur

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci, incluant les intérêts ou dividendes reçus, sont comptabilisées dans le résultat net. Toutefois, dans le cas de placements dans des instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction, la Société peut choisir, au moment de la comptabilisation initiale, de présenter les profits et les pertes dans les autres éléments du résultat global. Pour de tels placements évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les profits et les pertes ne sont jamais reclassés dans le résultat net et aucune perte de valeur n'est comptabilisée dans le résultat net. Les dividendes rapportés par de tels placements sont comptabilisés dans le résultat net, à moins qu'il ne soit clair que le dividende représente le remboursement d'une partie du coût du placement. À l'heure actuelle, la Société ne détient aucun actif financier évalué à la juste valeur.

### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### C) Instruments financiers (suite)

##### ii) Passifs financiers

Les passifs financiers sont classés dans les catégories suivantes.

##### **Passifs financiers évalués au coût amorti**

Un passif financier est ultérieurement évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La Société classe actuellement dans les passifs financiers évalués au coût amorti ses fournisseurs et autres créiteurs, sa dette à long terme ainsi que ses autres passifs à long terme.

##### **Passifs financiers évalués à la juste valeur**

Les passifs financiers à la juste valeur sont initialement évalués à leur juste valeur et sont réévalués à chaque date de clôture, toute variation étant comptabilisée dans le résultat net. À l'heure actuelle, la Société ne détient aucun passif financier évalué à la juste valeur.

La Société décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, annulées ou expirées.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés, et le solde net est présenté dans les états consolidés de la situation financière, si et seulement si, la Société a un droit établi de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

##### iii) Instruments financiers dérivés et relation de couverture

La Société détient des instruments financiers dérivés afin de se protéger contre les risques de fluctuations des devises étrangères et des taux d'intérêt. Lors de l'établissement de la couverture, la Société documente formellement la relation entre l'instrument et l'élément faisant l'objet de la couverture, incluant ses objectifs de gestion des risques et sa stratégie, ainsi que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. La Société évalue au début de la relation de couverture ainsi que sur une base continue s'il est prévu que les instruments de couverture seront hautement efficaces à compenser les variations dans les flux de trésorerie des éléments faisant l'objet de la couverture durant la période pour laquelle la couverture est désignée. Pour une couverture de flux de trésorerie d'une transaction projetée, la probabilité que la transaction se produise doit être haute et il doit y avoir un risque que les variations de flux de trésorerie aient une incidence sur le résultat net présenté.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés dans le résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et les variations sont comptabilisées tel qu'il est décrit ci-dessous.

##### **Couverture de flux de trésorerie**

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction anticipée hautement probable qui pourrait avoir une incidence sur le résultat net, la partie efficace de la variation de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est renversé au résultat net dans la même période que les flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture, sous la même rubrique des états consolidés du résultat global que l'élément couvert. Toute partie non efficace de la variation de la juste valeur du dérivé est immédiatement comptabilisée dans les produits financiers ou charges financières au résultat net.

Si l'instrument de couverture ne respecte plus les critères de la comptabilité de couverture, expire ou est vendu, résilié ou exercé, la comptabilité de couverture est alors interrompue prospectivement. Le gain ou la perte cumulé et comptabilisé antérieurement dans les autres éléments du résultat global et présenté dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres demeure tel quel jusqu'à ce que la transaction anticipée affecte le résultat net. S'il est probable que la transaction n'ait pas lieu, le solde dans les autres éléments du résultat global est alors immédiatement comptabilisé au résultat net.



### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### C) Instruments financiers (suite)

##### Couverture d'un investissement net

La Société désigne sa dette libellée en dollars américains comme élément de couverture dans une couverture de l'investissement net dans sa filiale américaine Span. La Société applique la comptabilité de couverture aux écarts de change entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement étranger et la monnaie fonctionnelle de la Société, que l'investissement net soit détenu directement ou par une société mère intermédiaire.

Les écarts de change résultant de la reconversion d'un passif financier désigné comme couverture d'un investissement net dans un établissement étranger sont comptabilisés, déduction faite des impôts, dans les autres éléments du résultat global dans la mesure où la couverture est efficace, et ils sont présentés dans les écarts de conversion cumulés dans les capitaux propres. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés dans le résultat net. Lors de la cession de l'investissement net couvert, le montant pertinent de la réserve de conversion est transféré au résultat net en tant que profit ou perte sur la cession.

##### Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est séparé du contrat hôte et comptabilisé séparément si i) les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte; ii) un instrument distinct ayant les mêmes conditions que le dérivé incorporé rencontre la définition d'un dérivé; et iii) l'instrument combiné n'est pas mesuré à la juste valeur par le biais du résultat net. La variation dans la juste valeur des dérivés incorporés séparables est comptabilisée immédiatement au résultat net.

##### iv) Évaluation de la juste valeur

Les mesures de la juste valeur reposent sur une hiérarchie d'évaluation à trois niveaux en fonction de la fiabilité des données utilisées pour l'évaluation à la juste valeur. Chaque niveau est basé sur la transparence des données utilisées pour mesurer la juste valeur des actifs et des passifs.

- Niveau 1 – Les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement, incluant les données et les prix cotés sur les marchés qui ne sont pas considérés comme étant actifs;
- Niveau 3 – Les données qui ne sont pas fondées sur des données de marchés observables.

#### D) Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options sur actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

Lorsque du capital-actions comptabilisé dans les capitaux propres est racheté, le montant de la contrepartie payée, qui inclut les coûts de transaction directement attribuables, déduction faite de l'incidence fiscale, est comptabilisé comme une réduction des capitaux propres.

#### E) Immobilisations corporelles

##### i) Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif.

Lorsque des parties d'une immobilisation corporelle comportent des durées d'utilité différentes, chacune de ces parties est comptabilisée comme une composante distincte (composantes importantes) des immobilisations corporelles.

Les gains et pertes sur cession d'éléments d'immobilisations corporelles sont déterminés par la comparaison du produit de cession avec la valeur comptable de l'immobilisation et sont comptabilisés comme autres produits (charges) du résultat net.

### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### E) Immobilisations corporelles (suite)

##### ii) Coûts subséquents

Le coût de remplacement d'une partie d'un élément d'immobilisations corporelles est comptabilisé dans la valeur comptable de l'élément s'il est probable que les avantages économiques futurs reliés à cette partie bénéficieront à la Société et que ses coûts peuvent être mesurés avec fiabilité. La valeur comptable de la partie remplacée est renversée. Les coûts quotidiens d'entretien des immobilisations corporelles sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

##### iii) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le montant amortissable, soit le coût d'un actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé au résultat net sur une base linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation de chaque partie d'un élément des immobilisations corporelles étant donné que ceci reflète le mieux le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs procurés par l'actif. Les actifs loués sont amortis sur la période la plus courte entre le terme du bail de location et la durée probable de leur utilisation, à moins qu'il soit raisonnablement certain que la Société en obtiendra la propriété avant la fin du terme du bail.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

· Bâtiment	20 à 40 ans
· Principales composantes reliées au bâtiment	2 à 30 ans
· Machinerie et équipement	3 à 20 ans
· Mobilier et agencement	5 à 10 ans
· Matériel roulant	3 à 10 ans
· Matériel informatique	2 à 10 ans
· Améliorations locatives	Durée des baux

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés à chaque fin d'exercice et ajustés au besoin.

#### F) Goodwill et immobilisations incorporelles

##### i) Goodwill

###### *Évaluation initiale*

Le goodwill provenant d'un regroupement d'entreprises est initialement évalué comme étant la juste valeur de la contrepartie payée moins la valeur nette (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge, tous évalués à la date d'acquisition. Lorsque l'excédent est négatif, un profit sur acquisition à conditions avantageuses est reconnu immédiatement dans le résultat net.

###### *Mesure subséquente*

Le goodwill est mesuré au coût moins le cumul des pertes de valeur. La Société évalue périodiquement si une provision pour perte de valeur doit être comptabilisée à l'encontre du résultat net. Le goodwill n'est pas amorti, il est plutôt examiné pour perte de valeur sur une base annuelle, le 31 décembre, et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient indiquer qu'il aurait pu se déprécier.

##### ii) Recherche et développement

Les frais associés à des activités de recherche effectuées dans le but d'accroître les connaissances techniques et leur compréhension sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

Le développement inclut les activités menant à la conception de produits ou de processus nouveaux ou substantiellement améliorés. Les frais de développement sont capitalisés seulement si ces frais peuvent être évalués de façon fiable, le produit ou les procédures sont techniquement et commercialement possibles, les avantages économiques futurs sont probables, et la Société a l'intention et a les ressources suffisantes pour compléter le développement et utiliser ou vendre l'actif. Les coûts capitalisés incluent le coût des matériaux, la main-d'oeuvre directe et les frais généraux de fabrication qui sont directement attribuables à la préparation de l'actif pour son usage prévu. Tout autre coût de développement est comptabilisé au résultat net à mesure qu'il est engagé.

### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### F) Goodwill et immobilisations incorporelles (suite)

##### ii) Recherche et développement (suite)

Les frais de développement capitalisés sont mesurés au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les crédits d'impôt à la recherche et au développement sont comptabilisés à l'encontre des frais de développement différés lorsqu'ils sont liés à ces frais différés. Tous les autres crédits d'impôt sont comptabilisés en réduction des frais auxquels ils se rapportent.

##### iii) Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les actifs listés ci-dessous.

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée de vie utile limitée sont mesurées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé sur le coût d'un actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé au résultat net sur une base linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation des immobilisations incorporelles à compter de la date à laquelle elles deviennent disponibles pour usage, étant donné que ceci reflète le mieux le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs procurés par l'actif. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

· Marques de commerce	5 à 15 ans
· Listes de clients	5 à 15 ans
· Licences de distribution	5 ans
· Carnet de commandes	Au terme de la livraison des commandes
· Contrats de maintenance	10 ans
· Technologie	5 à 7,5 ans
· Brevets	6 à 10 ans
· Droits recouverts	3 ans
· Logiciels	5 ans
· Frais de développement différés	3 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés à chaque fin d'exercice et ajustés au besoin.

#### G) Stocks

Les stocks sont mesurés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif et comprend les coûts engagés pour acheter les matériaux, les coûts de production ou de conversion et les autres coûts engagés afin de les rendre disponibles dans la forme et à l'endroit appropriés. En ce qui concerne le stock fabriqué et les travaux en cours, le coût inclut une portion appropriée des frais généraux de fabrication basée sur la capacité normale de production.

La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, moins le coût d'achèvement estimé et les frais de vente.

### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### H) Dépréciation

##### i) Actifs financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société évalue s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est déprécié et des pertes de valeur sont subies seulement s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif (un « événement générateur de pertes ») et que cet événement générateur de pertes a une incidence sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers, incidence qui peut être estimée de façon fiable. Sont considérées comme des indices de dépréciation les indications selon lesquelles les débiteurs ou un groupe de débiteurs éprouvent des difficultés financières importantes ou un défaut de paiement du principal ou des intérêts, lorsqu'il est probable qu'ils fassent l'objet d'une faillite ou d'une autre restructuration financière et lorsque des données observables laissent croire qu'il existe une diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés, tels que des arriérés ou une situation économique corrélée avec les défaillances.

Si le montant de la perte de valeur diminue au cours d'une période ultérieure et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation (par exemple à une amélioration de la notation de crédit du débiteur), la reprise de la perte de valeur comptabilisée précédemment est comptabilisée aux états consolidés du résultat global.

##### ii) Actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers de la Société, autres que les stocks et les actifs d'impôt différé, est révisée chaque date de clôture afin de déterminer s'il y a des indications de dépréciation. Si de telles indications existent, le montant recouvrable de l'actif ou de son UGT est alors estimé. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent pas être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génèrent, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou à l'UGT. Les actifs non financiers qui ont une durée d'utilité indéterminée, tels que le goodwill et certaines immobilisations incorporelles, ne sont pas exposés à l'amortissement et, par conséquent, sont soumis à chaque exercice à des tests de dépréciation ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son UGT excède sa valeur recouvrable estimée. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT. Pour les fins de l'évaluation de la dépréciation du goodwill, le goodwill acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT, ou au groupe d'UGT, qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Chaque UGT ou groupe d'UGT auquel le goodwill est ainsi affecté doit représenter le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne et ne doit pas être, avant affectation du goodwill, plus grand qu'un secteur opérationnel.

Les actifs corporatifs de la Société ne génèrent pas d'entrées de flux de trésorerie distinctes et sont utilisés par plus d'une UGT. Les actifs corporatifs sont affectés aux UGT sur une base raisonnable et constante et évalués pour dépréciation à même l'évaluation des UGT dont l'actif est affecté.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat net. Les pertes de valeur en relation à une UGT sont réparties en premier lieu afin de réduire la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT et, par la suite, afin de réduire la valeur comptable des autres actifs de l'UGT ou groupe d'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT soumis au test de dépréciation.

Une perte de valeur à l'égard du goodwill n'est pas renversée. À l'égard des autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours de périodes antérieures sont évaluées à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après dépréciation ou amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### I) Avantages du personnel

##### i) Régimes à cotisations déterminées

Un régime à cotisations déterminées est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi selon lequel une entité verse des cotisations fixes à une entité indépendante et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de verser d'autres montants. Les obligations en vertu de régimes à cotisations déterminées sont comptabilisées comme charges sociales au résultat net dans l'exercice où les services ont été rendus par les employés.

##### ii) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur à la date d'attribution des droits des paiements fondés sur des actions attribués à des membres du personnel et aux administrateurs est comptabilisée comme charge au titre des avantages du personnel, avec augmentation correspondante des capitaux propres, au cours de la période où les membres du personnel et les administrateurs acquièrent les droits inconditionnels à des paiements fondés sur des actions. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service et les conditions de performance, autres que des conditions de marché, soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charge dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance, autres que des conditions de marché, à la date d'acquisition des droits.

#### J) Provisions

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs estimés à l'aide d'un taux avant impôt qui reflètent les estimés actuels du marché de la valeur temps de l'argent et les risques qui sont spécifiques au passif. Le renversement de l'escompte est comptabilisé comme charge financière.

Une provision pour garantie est comptabilisée à mesure que les produits et services sont vendus. La provision est basée sur les données historiques liées aux garanties et la pondération des résultats possibles vis-à-vis leur probabilité respective.

#### K) Revenus

##### i) Vente de biens

Les revenus provenant de la vente de biens dans le cours normal des affaires sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des retours, des escomptes sur ventes et des rabais de volume. Les revenus sont reconnus lorsqu'il y a une preuve convaincante, habituellement sous la forme d'un contrat de vente signé, que les risques significatifs et les avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, que le recouvrement de la contrepartie est probable, que les coûts afférents et les retours de marchandise peuvent être raisonnablement estimés, que l'entité ne continue plus à être impliquée dans la gestion des biens, et que le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable. S'il est probable que des escomptes soient accordés et que le montant peut être mesuré de façon fiable, l'escompte est alors comptabilisé en diminution des revenus à mesure que les revenus sont constatés. Étant donné que plusieurs des produits sont fabriqués sur commande, il n'y a généralement aucun retour de marchandise possible.

##### ii) Contrats d'installation et de maintenance

Les revenus provenant de contrats d'installation sont constatés selon le degré d'avancement des travaux sur la base des coûts d'installation engagés par rapport aux coûts prévus. Les revenus provenant des contrats de maintenance sont constatés sur une base linéaire selon l'avancement de la période du contrat. Les revenus non constatés sont comptabilisés comme produits différés.

Lorsque plus d'un produit ou service est fourni à un client dans un même accord, la Société répartit les revenus à chaque élément de l'accord en fonction de leur prix de vente respectif basé sur la meilleure estimation du prix de vente de chaque prestation. Chaque élément de l'accord est constaté tel qu'il est décrit ci-dessus.

### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### **K) Revenus (suite)**

##### **iii) Revenus tirés des franchises**

Les revenus tirés des franchises incluent les droits d'entrée, les redevances et les renouvellements. Les droits de franchise initiaux sont comptabilisés à titre de revenus lorsque la quasi-totalité des services initiaux, tels qu'ils sont énoncés dans la convention de franchise, ont été exécutés, ce qui correspond habituellement à la date de début des activités de la franchise. Les redevances des franchises sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les franchisés. Les revenus provenant des renouvellements sont reconnus dans l'exercice où ils sont gagnés, ce qui correspond à la date où le renouvellement est effectué.

##### **iv) Revenus tirés de l'identification de prospects**

Le revenu provenant de la vente des informations sur les prospects est constaté périodiquement à mesure que l'information sur les prospects est distribuée.

#### **L) Versements en vertu de contrats de location**

Les versements en vertu de contrats de location-exploitation sont comptabilisés dans le résultat net sur une base linéaire sur la durée du bail. Les montants reçus comme incitatifs sont considérés comme faisant partie intégrante de la charge totale du bail, sur la durée du bail.

Les versements minimums exigibles en vertu de contrats de location-financement sont répartis entre les charges financières et la réduction de la dette afférente. Les charges financières sont affectées à tous les exercices durant la durée du bail de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette.

#### **M) Produits financiers et charges financières**

Les produits financiers comprennent les revenus d'intérêt sur les placements, les gains de juste valeur sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net et les gains sur la portion non efficace des instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le résultat net. Les revenus d'intérêts sont constatés à mesure qu'ils s'accumulent au résultat net, en utilisant la méthode de l'intérêt effectif.

Les charges financières comprennent les charges d'intérêts sur les emprunts bancaires et la dette à long terme, les pertes de juste valeur sur les actifs à la juste valeur par le biais du résultat net, la dépréciation constatée sur les actifs financiers et les pertes sur la portion non efficace des instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le résultat net. Les frais d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à une acquisition, à une construction ou à une fabrication d'un actif qualifié sont comptabilisés au résultat net en utilisant la méthode de l'intérêt effectif.

Les gains et les pertes sur taux de change sont présentés nets comme produits financiers ou charges financières, selon la position nette de la variation.

#### **N) Impôts**

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat net comptable, ni le bénéfice imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporelles qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill.

### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### N) Impôts (suite)

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt que l'on s'attend à appliquer aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôt exigible, et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les passifs d'impôt exigible et de réaliser les actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net ou de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à la date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

#### O) Résultat par action

Le résultat net de base par action est obtenu en divisant le résultat net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat net dilué par action est obtenu en divisant le résultat net de base attribuable aux actions ordinaires par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires servant au calcul du résultat net de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options d'achat d'actions ordinaires et les bons de souscription potentiellement dilutifs en circulation étaient convertis selon la méthode du rachat d'actions.

#### P) Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante de la Société qui est engagée dans des activités commerciales par lesquelles elle peut rapporter des revenus et engager des charges, incluant des revenus et des charges liés à des transactions avec d'autres composantes de la Société. Tous les résultats des secteurs opérationnels sont révisés régulièrement par le chef de la direction de la Société afin de permettre la prise de décisions quant à l'affectation des ressources au secteur et l'évaluation de sa performance, et pour lequel des informations financières distinctes sont disponibles. Les résultats sectoriels qui sont présentés au chef de la direction incluent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent lui être affectés sur une base raisonnable.

La dépense en capital d'un secteur représente le coût total engagé durant l'exercice pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, et de goodwill.

#### Q) Nouvelles normes comptables et interprétations

Les nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations suivantes ont été appliqués lors de la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2017. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

##### ***Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 7)***

Le 7 janvier 2016, l'IASB a publié le document *Disclosure Initiative (Amendments to IAS 7)*. Les modifications comprennent des obligations d'information qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les changements dans les passifs découlant d'activités de financement, y compris les changements découlant des flux de trésorerie et les changements sans effet de trésorerie. L'un des moyens de satisfaire à ces nouvelles obligations d'information consiste à effectuer un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture des passifs découlant d'activités de financement.

##### ***Comptabilisation des actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes (modifications de l'IAS 12)***

Le 19 janvier 2016, l'IASB a publié le document *Recognition of Deferred Tax Assets for Unrealized Losses (Amendments to IAS 12)*. Les modifications précisent que l'existence d'une différence temporaire déductible dépend uniquement d'une comparaison de la valeur comptable d'un actif et de sa valeur fiscale à la fin de la période de présentation de l'information financière et qu'elle n'est pas touchée par d'éventuels changements de la valeur comptable ou de la manière attendue de recouvrer l'actif. Les modifications clarifient également la méthode de détermination des bénéfices imposables futurs servant à évaluer l'utilisation des différences temporaires déductibles.

### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### **R) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées**

Plusieurs nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations, non encore adoptés pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, n'ont pas été appliqués lors de la préparation de ces états financiers consolidés.

#### ***Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions (modifications de l'IFRS 2)***

Le 20 juin 2016, l'IASB a publié des modifications de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. À des fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. L'application rétrospective ou anticipée est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

Les modifications fournissent des exigences relativement à la comptabilisation :

- des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie;
- des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net concernant l'obligation légale relative aux retenues d'impôt à la source;
- d'une modification des termes et conditions qui a pour effet qu'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie soit reclassée comme étant réglée en instruments de capitaux propres.

La Société envisage d'adopter les modifications de l'IFRS 2 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

#### **IFRS 9 - Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9, dite IFRS 9 (2014). La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des exercices antérieurs n'est pas exigé et est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués au coût amorti en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers. Elle modifie également le modèle de dépréciation en présentant un nouveau modèle des « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation. L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture. Toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 (2014) présente quelques différences par rapport à l'IFRS 9 (2013), adoptée par anticipation le 1<sup>er</sup> avril 2014 par la Société. La Société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.



### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### R) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

##### **IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Son adoption anticipée est permise.

L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et la SIC-31, *Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité*.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS.

La Société adoptera l'interprétation dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme est la suivante :

- Revenus et frais de transport : la Société comptabilise le montant net des revenus et des frais de transport parmi son coût des ventes étant donné qu'elle refacture généralement à ses clients le même montant facturé par le transporteur. Selon IFRS 15, le montant facturé au client doit être présenté parmi les revenus tandis que le montant facturé par le transporteur doit être présenté parmi le coût des ventes. Ce changement n'aura aucun effet sur le résultat net de la Société.
- Revenus de conversion et d'adaptation de véhicules : la Société comptabilise les revenus de conversion et d'adaptation de véhicules appartenant aux clients à la livraison du produit. Selon IFRS 15, les revenus doivent être reconnus à chaque fin de période selon l'avancement des travaux. La Société estime que ce changement n'aura pas d'incidence significative sur son résultat net.
- Revenus de maintenance : la Société comptabilise les revenus liés aux contrats de maintenance sur une base linéaire sur la période du contrat. Selon IFRS 15, ces revenus doivent être comptabilisés périodiquement au moment où chaque service de maintenance est fourni. La Société estime que ce changement n'aura pas d'incidence significative sur son résultat net.
- Droits de franchise initiaux et revenus provenant de renouvellements : la Société comptabilise les droits d'entrée et de renouvellements des franchises au début des activités de la franchise ou à la date du renouvellement, selon le cas. Selon IFRS 15, ces revenus doivent être répartis sur la période de l'entente. La Société estime que ce changement n'aura pas d'incidence significative sur son résultat net.

##### **IFRS 16 - Contrats de location**

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'adoption anticipée est permise pour les entités qui adoptent également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de l'adoption initiale de l'IFRS 16 ou qui l'ont adopté avant cette date. L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17, *Contrats de location*.

### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### R) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

##### IFRS 16 - Contrats de location (suite)

Cette norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Cette norme reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17, tout en exigeant de ce dernier qu'il présente des informations plus exhaustives. D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont également été prévues.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 16 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

##### IFRIC 22 - Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

Le 8 décembre 2016, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. L'interprétation clarifie la date qui devrait être utilisée pour la conversion lorsqu'une transaction en monnaie étrangère fait l'objet d'un paiement ou d'un encaissement anticipé. L'interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'interprétation clarifie le fait que la date de la transaction, aux fins de la détermination du cours de change à utiliser lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe (ou la partie d'actif, de charge ou de produit connexe), est la date de comptabilisation initiale par l'entité de l'actif non monétaire ou du passif non monétaire au titre de la contrepartie anticipée.

L'interprétation peut être appliquée :

- soit de manière rétrospective;
- soit de manière prospective pour tous les actifs, charges et produits qui entrent dans le champ d'application de l'interprétation et qui ont été initialement comptabilisés à compter :
  - ou bien de l'ouverture de la période de présentation de l'information financière au cours de laquelle l'entité applique l'interprétation pour la première fois;
  - ou bien de l'ouverture d'une période de présentation de l'information financière antérieure pour laquelle des informations comparatives sont présentées dans les états financiers.

La Société adoptera l'interprétation dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Société ne s'attend pas à ce que l'interprétation ait une incidence significative sur ses états financiers.

##### IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux

Le 7 juin 2017, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. L'interprétation fournit des directives sur la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt exigible et différé en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. L'interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'adoption anticipée est permise.

L'interprétation exige :

- qu'une entité détermine si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux, en fonction de ce qui fournit la meilleure prévision du dénouement;
- qu'une entité détermine s'il est probable qu'un traitement fiscal incertain sera accepté par l'administration fiscale;
- que, s'il n'est pas probable que le traitement fiscal incertain soit accepté, une entité évalue l'incertitude fiscale selon la méthode du montant le plus probable ou la méthode de l'espérance mathématique (valeur attendue), selon celle qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société envisage d'adopter l'interprétation dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'interprétation n'a pas encore été déterminée.

### 3 . Principales méthodes comptables (suite)

#### R) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

##### Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2015-2017

Le 12 décembre 2017, dans le cadre de son processus annuel d'amélioration, l'IASB a publié des modifications de portée limitée à trois normes. Les modifications entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, et leur application anticipée est permise. Chacune des modifications a ses propres dispositions transitoires spécifiques.

Des modifications ont été apportées aux normes suivantes :

- IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, et IFRS 11, *Partenariats* – pour clarifier la manière dont une société comptabilise une augmentation de ses intérêts dans une entreprise commune qui répond à la définition d'« entreprise »;
- IAS 12, *Impôts sur le résultat* – pour clarifier que toutes les conséquences fiscales des dividendes sont comptabilisées de la même manière que les transactions qui ont généré les bénéfices distribuables – c'est-à-dire dans le résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres;
- IAS 23, *Coûts d'emprunt* – pour clarifier que les emprunts spécifiques – c'est-à-dire les fonds empruntés spécifiquement pour financer la construction d'un actif qualifié – devraient être transférés dans le poste général des emprunts une fois que la construction de l'actif qualifié est achevée.

La Société envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption des modifications n'a pas encore été déterminée.

### 4 . Acquisitions d'entreprises

#### i) Premier Lifts

Le 10 février 2017, la Société a acquis les actifs de la compagnie Premier Lifts, Inc. (« Premier Lifts ») par l'entremise de sa filiale Savaria USA Inc. Premier Lifts est un important distributeur d'ascenseurs de la région de Baltimore – Washington qui installe des produits Savaria depuis 15 ans. Cette acquisition nous offre l'occasion de continuer à assurer notre forte présence de vente et de service dans ce marché. La contrepartie totale est de 3 927 000 \$ (3 001 000 \$ US) dont 3 664 000 \$ (2 800 000 \$ US) a été payé à la date d'acquisition et 393 000 \$ (300 000 \$ US) a été déposé sous écrou et duquel un montant de 130 000 \$ (99 000 \$ US) sera remboursé à la Société suite à un ajustement du prix d'achat. Le solde sera libéré, selon certaines conditions, 12 et 18 mois après la date d'acquisition. Les coûts liés à l'acquisition au montant total de 64 000 \$, dont 25 000 \$ ont été enregistrés en 2016 et 39 000 \$ en 2017, ont été inclus dans les autres charges. Les sommes versées ont été payées à même la trésorerie de la Société.

Les actifs acquis sont principalement des comptes à recevoir, des stocks, des immobilisations corporelles et incorporelles et du goodwill; ce dernier provient des synergies entre Savaria et Premier Lifts et des revenus additionnels de produits d'accessibilité qui en résulteront. Le goodwill a été attribué au secteur opérationnel Accessibilité et ne sera pas déductible sur le plan fiscal.

#### ii) Span

Le 16 juin 2017, la Société a acquis les actions de la compagnie Span. Span fabrique et commercialise des surfaces de soutien thérapeutique et autres produits de gestion de la pression pour le marché médical, des lits médicaux pour le marché des soins de longue durée ainsi que des surmatelas et oreillers en mousse pour le marché de la consommation et certains produits pour le marché industriel, principalement des produits de mousse. Cette acquisition comporte trois avantages clefs qui aideront Savaria à atteindre ses objectifs de croissance stratégique à long terme. Tout d'abord, elle ajoute une gamme de produits complémentaire à sa gamme de produits d'accessibilité. Deuxièmement, elle procure un nouveau canal de distribution vers les marchés institutionnels et gouvernementaux, ce qui complémentera son réseau de distributeurs existant et ses points de vente directe Silver Cross. Enfin, elle accroît sa présence aux États-Unis, ce qui lui permet de se rapprocher de sa clientèle.

La contrepartie totale est de 107 204 000 \$ (81 019 000 \$ US) payée à la date d'acquisition. Les coûts liés à l'acquisition, au montant total de 1 273 000 \$, ont été inclus dans les autres charges de 2017. En plus de sa trésorerie, la Société s'est appuyée sur une nouvelle ligne de crédit rotatif (note 11) et un placement privé (note 13) pour financer les sommes versées dans le cadre de la transaction.

#### 4 . Acquisitions d'entreprises (suite)

##### ii) Span (suite)

Les actifs acquis sont principalement de l'encaisse, des comptes à recevoir, des stocks, des immobilisations corporelles et incorporelles et du goodwill; ce dernier provient des synergies entre Savaria et Span et des revenus additionnels de produits d'accessibilité qui en résulteront. Le goodwill a été attribué au secteur opérationnel Span et ne sera pas déductible sur le plan fiscal.

##### iii) Master Lifts

Le 14 décembre 2017, la Société a acquis les actifs de la compagnie Master Lifts Pty Ltd (« Master Lifts ») par l'entremise de sa filiale nouvellement créée, Savaria (Australia) Pty Ltd. Master Lifts est un important distributeur d'ascenseurs basé à Brisbane (Australie). Cette acquisition permet à Savaria de percer le marché australien par l'entremise du réseau de vente national de Master Lifts. La contrepartie totale est de 3 839 000 \$ (3 910 000 \$ AU), ayant une juste valeur de 3 648 000 \$ (3 715 000 \$ AU), dont 2 857 000 \$ (2 910 000 \$ AU) a été payé à la date d'acquisition et 982 000 \$ (1 000 000 \$ AU), ayant une juste valeur de 791 000 \$ (805 000 \$ AU), sera payable sur deux ans lors de l'atteinte de certains jalons de performance annuels. La juste valeur de la contrepartie a été établie selon l'approche par le résultat, qui s'appuie sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés. Les coûts liés à l'acquisition au montant total de 167 000 \$ ont été inclus dans les autres charges de 2017. Les sommes versées ont été payées à même la ligne de crédit rotatif (note 11) de la Société.

Les actifs acquis sont principalement des stocks, des immobilisations corporelles et incorporelles et du goodwill; ce dernier provient des synergies entre Savaria et Master Lifts et des revenus additionnels de produits d'accessibilité qui en résulteront. Le goodwill sera attribué au secteur opérationnel Accessibilité.

##### iv) Silver Cross Automotive

Le 31 mai 2016, la Société a acquis les actifs de la division automobile de Shoppers Home Health Care (une division de Shoppers Drug Mart) (« SHHC Automotive ») par l'entremise de sa filiale nouvellement créée, SC Automotive. SHHC Automotive a longtemps été le chef de file canadien en tant que distributeur de conversions de fourgonnettes pour fauteuils roulants et d'adaptation de véhicules pour personnes à mobilité réduite, avec 16 ans de présence sur le marché. En tant que plus important convertisseur de fourgonnettes accessibles aux fauteuils roulants, Savaria estime que cette acquisition stratégique lui offrira de nouveaux marchés de distribution de vente au détail d'un océan à l'autre compte tenu de la présence de SHHC Automotive dans les marchés clefs du Canada.

La contrepartie totale est de 8 675 000 \$ payée en un versement à la date d'acquisition. Les coûts de 726 000 \$ liés à l'acquisition ont été inclus dans les autres charges de 2016. Les sommes versées ont été payées à même la trésorerie de la Société.

Les actifs acquis sont principalement des stocks, des immobilisations incorporelles et du goodwill. Ce dernier provient des synergies entre Savaria et SC Automotive et des revenus additionnels de conversion de véhicules qui en résulteront. Un montant total de 1 236 000 \$ de goodwill est prévu être déductible sur le plan fiscal.

##### Répartition des coûts d'achat

Au 31 décembre 2017, la Société n'avait pas finalisé la répartition du prix d'achat sur les éléments identifiables de l'actif net et du goodwill des acquisitions de Span et de Master Lifts. Les informations nécessaires pour confirmer la juste valeur de certains actifs et passifs n'ont pas encore été obtenues. La Société finalisera la répartition du prix d'achat de ces acquisitions à mesure qu'elle obtiendra plus de renseignements. Le tableau ci-dessous présente la répartition préliminaire du prix d'achat de Span et de Master Lifts en fonction des meilleures informations recueillies à ce jour ainsi que la répartition finale des prix d'achat des autres acquisitions. La Société a comptabilisé ces acquisitions selon la méthode de l'acquisition, conformément à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*.

#### 4 . Acquisitions d'entreprises (suite)

##### Répartition des coûts d'achat (suite)

	2017				2016
	Premier Lifts	Span	Master Lifts	Total	SHHC
<b>Actifs acquis</b>					
Actifs courants	471 \$	31 722 \$	1 510 \$	33 703 \$	6 795 \$
Immobilisations corporelles	210	12 406	157	12 773	23
Immobilisations incorporelles et goodwill	-	-	3 028	3 028	-
Immobilisations incorporelles :					
Marques de commerce	258	9 195	-	9 453	352
Listes de clients	609	28 350	-	28 959	-
Carnet de commandes	554	925	-	1 479	-
Brevets	-	986	-	986	-
Goodwill	2 850	47 734	-	50 584	1 671
Autres actifs non courants	-	198	-	198	-
	4 952 \$	131 516 \$	4 695 \$	141 163 \$	8 841 \$
<b>Passifs pris en charge</b>					
Passifs courants	1 025	9 020	1 005	11 050	143
Autres passifs non courants	-	301	42	343	-
Passifs d'impôt différé	-	14 991	-	14 991	23
	1 025 \$	24 312 \$	1 047 \$	26 384 \$	166 \$
<b>Juste valeur des actifs nets acquis et flux de trésorerie liés à l'acquisition</b>	3 927 \$	107 204 \$	3 648 \$	114 779 \$	8 675 \$
Moins : trésorerie des entreprises acquises	-	8 865	-	8 865	-
contrepartie éventuelle à payer	-	-	791	791	-
Plus: compte à recevoir	130	-	-	130	-
<b>Flux de trésorerie liés aux acquisitions</b>	4 057 \$	98 339 \$	2 857 \$	105 253 \$	8 675 \$

Le tableau suivant présente les contributions aux revenus et au résultat net des acquisitions d'entreprises réalisées en 2017, à compter de leur date d'acquisition respective, et celles estimées comme si ces acquisitions avaient été réalisées le 1<sup>er</sup> janvier. Ces estimations ont été déterminées à partir de l'information historique fournie par l'entreprise acquise et ne tiennent pas compte des frais d'acquisition ni des avantages attribuables aux activités d'intégration, des synergies et des modifications qui auraient pu être apportées aux transactions historiques si les acquisitions avaient réellement eu lieu au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Les montants estimés ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels des entreprises acquises qui auraient réellement été obtenus si les acquisitions avaient eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2017, ni des résultats qui pourraient être obtenus dans l'avenir.

	Depuis la date d'acquisition		Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier	
	Revenus	Résultat net	Revenus	Résultat net
Premier Lifts <sup>(1)</sup>	7 055 \$	447 \$	7 500 \$	505 \$
Span <sup>(2)</sup>	45 712 \$	745 \$	83 622 \$	1 749 \$
Master Lifts	30 \$	(26) \$	7 200 \$	500 \$

<sup>(1)</sup> Le résultat net depuis la date d'acquisition inclut une charge d'amortissement d'immobilisations incorporelles de 555 000 \$.

<sup>(2)</sup> Le résultat net depuis la date d'acquisition inclut une charge d'intérêt sur une dette intercompagnie de 1 894 000 \$ et une charge d'amortissement d'immobilisations incorporelles de 2 562 000 \$.

## 5 . Créances et autres débiteurs

	2017	2016
Créances	23 837 \$	12 809 \$
Moins : provision pour mauvaises créances	(716)	(506)
	23 121 \$	12 303 \$
Taxes à la consommation à recevoir	1 047	810
Autres montants à recevoir	315	47
	24 483 \$	13 160 \$

Les risques de crédit, de taux de change et de perte de valeur liés aux créances et autres débiteurs auxquels la Société est exposée sont divulgués à la note 22.

## 6 . Stocks

	2017	2016
Matières premières et sous-assemblages	25 669 \$	14 943 \$
Produits en cours	2 257	545
Produits finis	11 615	9 304
	39 541 \$	24 792 \$

En 2017, le montant des matières premières, des composantes de sous-assemblages et des variations dans les produits en cours et les produits finis constaté dans le coût des ventes a totalisé 106 589 000 \$ (72 027 000 \$ en 2016). Les dévaluations et les renversements sont inclus dans le coût des ventes.

La provision pour les stocks a évolué comme suit durant l'exercice :

	2017	2016
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	3 087 \$	1 555 \$
Provisions acquises par le biais de regroupements d'entreprises	787	1 277
Dévaluation à la valeur de réalisation nette	115	1 129
Provisions renversées	(90)	(295)
Provisions utilisées	(842)	(579)
Incidence de la variation des taux de change	(24)	-
Solde aux 31 décembre	3 033 \$	3 087 \$

Aux 31 décembre 2017 et 2016, l'ensemble de l'inventaire était donné en garantie de passifs.

**7 . Immobilisations corporelles**

	Coût					
	Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	Acquisitions <sup>(1)</sup>	Acquisitions par le biais de regroupements d'entreprises (note 4)	Cessions	Incidence de la variation des taux de change	Solde aux 31 décembre
<b>2016</b>						
Terrain	5 634 \$	45 \$	- \$	- \$	- \$	5 679 \$
Bâtiment	11 256	355	-	-	-	11 611
Machinerie et équipement	5 007	1 206	-	(145)	(41)	6 027
Mobilier et agencement	467	78	-	(101)	(4)	440
Matériel roulant	1 363	404	23	(95)	(13)	1 682
Matériel informatique	591	55	-	(41)	(7)	598
Améliorations locatives	452	344	-	(138)	(28)	630
	<b>24 770 \$</b>	<b>2 487 \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>(520) \$</b>	<b>(93) \$</b>	<b>26 667 \$</b>
<b>2017</b>						
Terrain	5 679 \$	1 027 \$	622 \$	- \$	(31) \$	7 297 \$
Bâtiment	11 611	3 501	9 983	-	(499)	24 596
Machinerie et équipement	6 027	519	1 416	(13)	(43)	7 906
Mobilier et agencement	440	55	134	(1)	(5)	623
Matériel roulant	1 682	633	324	(339)	(15)	2 285
Matériel informatique	598	100	277	(5)	(14)	956
Améliorations locatives	630	86	17	(57)	(1)	675
	<b>26 667 \$</b>	<b>5 921 \$</b>	<b>12 773 \$</b>	<b>(415) \$</b>	<b>(608) \$</b>	<b>44 338 \$</b>
	Amortissement					
	Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	Charge d'amortissement	Cessions	Incidence de la variation des taux de change	Solde aux 31 décembre	
<b>2016</b>						
Bâtiment	1 052 \$	454 \$	- \$	- \$	1 506 \$	
Machinerie et équipement	3 782	335	(142)	(23)	3 952	
Mobilier et agencement	281	63	(93)	(4)	247	
Matériel roulant	546	294	(89)	(8)	743	
Matériel informatique	456	61	(41)	(3)	473	
Améliorations locatives	264	102	(138)	(12)	216	
	<b>6 381 \$</b>	<b>1 309 \$</b>	<b>(503) \$</b>	<b>(50) \$</b>	<b>7 137 \$</b>	
<b>2017</b>						
Bâtiment	1 506 \$	908 \$	- \$	(1) \$	2 413	
Machinerie et équipement	3 952	616	(12)	(1)	4 555	
Mobilier et agencement	247	81	(1)	-	327	
Matériel roulant	743	448	(325)	(2)	864	
Matériel informatique	473	127	(5)	(1)	594	
Améliorations locatives	216	19	(57)	-	178	
	<b>7 137 \$</b>	<b>2 199 \$</b>	<b>(400) \$</b>	<b>(5) \$</b>	<b>8 931 \$</b>	
	Valeur comptable aux 31 décembre					
	2017		2016			
Terrain	7 297 \$		5 679 \$			
Bâtiment	22 183		10 105			
Machinerie et équipement	3 351		2 075			
Mobilier et agencement	296		193			
Matériel roulant	1 421		939			
Matériel informatique	362		125			
Améliorations locatives	497		414			
	<b>35 407 \$</b>		<b>19 530 \$</b>			

<sup>(1)</sup> Voir note 20 B) concernant les transactions sans effet sur la trésorerie

## 7 . Immobilisations corporelles (suite)

### Amortissement

La charge d'amortissement est comptabilisée comme suit :

	2017	2016
Coût des ventes	1 568 \$	881 \$
Frais d'administration	372	249
Frais de vente	259	179
	<b>2 199 \$</b>	<b>1 309 \$</b>

## 8 . Immobilisations incorporelles et goodwill

	2017	2016
Immobilisations incorporelles	39 714 \$	2 893 \$
Goodwill	57 748	9 156
Immobilisations incorporelles et goodwill provenant des acquisitions, non encore réparti (note 4)	3 028	-
	<b>100 490 \$</b>	<b>12 049 \$</b>

### A) Immobilisations incorporelles

	Coût					
	Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation (1)(2)	Augmentation par le biais de regroupements d'entreprises (note 4)	Radiations	Incidence de la variation des taux de change	Solde aux 31 décembre
<b>2016</b>						
Marques de commerce	453 \$	- \$	352 \$	(300) \$	- \$	505 \$
Listes de clients	2 811	-	-	-	-	2 811
Licences de distribution	322	-	-	-	-	322
Contrats de maintenance	870	-	-	-	-	870
Technologie	236	-	-	-	-	236
Droits recouverts	132	-	-	-	-	132
Logiciels	804	32	-	-	-	836
Frais de développement différés	2 005	511	-	-	-	2 516
	<b>7 633 \$</b>	<b>543 \$</b>	<b>352 \$</b>	<b>(300) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>8 228 \$</b>
<b>2017</b>						
Marques de commerce	505 \$	- \$	9 453 \$	- \$	(387) \$	9 571 \$
Listes de clients	2 811	-	28 959	-	(1 055)	30 715
Licences de distribution	322	-	-	-	-	322
Carnet de commandes	-	-	1 479	-	(68)	1 411
Contrats de maintenance	870	-	-	-	-	870
Technologie	236	-	-	-	-	236
Brevets	-	30	986	-	(48)	968
Droits recouverts	132	-	-	-	-	132
Logiciels	836	161	-	-	1	998
Frais de développement différés	2 516	1 248	-	-	-	3 764
	<b>8 228 \$</b>	<b>1 439 \$</b>	<b>40 877 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(1 557) \$</b>	<b>48 987 \$</b>

(1) Voir note 20 B) concernant les transactions sans effet sur la trésorerie

(2) Les frais de développement différés ont augmenté par le développement interne



## 8 . Immobilisations incorporelles et goodwill (suite)

### A) Immobilisations incorporelles (suite)

	Amortissement				Solde au 31 décembre	Valeur comptable au 31 décembre
	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Charge d'amortissement	Radiations	Incidence de la variation des taux de change		
<b>2016</b>						
Marques de commerce	313 \$	24 \$	(300) \$	- \$	37 \$	468 \$
Listes de clients	1 990	132	-	-	2 122	689
Licences de distribution	322	-	-	-	322	-
Contrats de maintenance	506	87	-	-	593	277
Technologie	56	43	-	-	99	137
Droits recouverts	11	44	-	-	55	77
Logiciels	679	41	-	-	720	116
Frais de développement différés	1 067	320	-	-	1 387	1 129
	<b>4 944 \$</b>	<b>691 \$</b>	<b>(300) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>5 335 \$</b>	<b>2 893 \$</b>
<b>2017</b>						
Marques de commerce	37 \$	468 \$	- \$	(3) \$	502 \$	9 069 \$
Listes de clients	2 122	1 414	-	(8)	3 528	27 187
Licences de distribution	322	-	-	-	322	-
Carnet de commandes	-	1 357	-	(21)	1 336	75
Contrats de maintenance	593	87	-	-	680	190
Technologie	99	43	-	-	142	94
Brevets	-	76	-	(1)	75	893
Droits recouverts	55	44	-	-	99	33
Logiciels	720	123	-	-	843	155
Frais de développement différés	1 387	359	-	-	1 746	2 018
	<b>5 335 \$</b>	<b>3 971 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(33) \$</b>	<b>9 273 \$</b>	<b>39 714 \$</b>

### Amortissement

La charge d'amortissement est comptabilisée comme suit :

	2017	2016
Frais d'administration	278 \$	43 \$
Frais de vente	3 281	320
Frais de recherche et développement	412	328
	<b>3 971 \$</b>	<b>691 \$</b>

### B) Goodwill

	Note	2017	2016
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier		9 156 \$	7 485 \$
Acquisitions d'entreprises	4	50 584	1 671
Incidence de la variation des taux de change		(1 992)	-
Solde aux 31 décembre		<b>57 748 \$</b>	<b>9 156 \$</b>

### Test de dépréciation pour les UGT comprenant du goodwill

Aux fins de test de dépréciation, le goodwill est affecté aux UGT ou groupes d'UGT qui bénéficient des synergies du regroupement d'entreprises.

La valeur comptable du goodwill affecté à chaque unité est la suivante :

	2017	2016
Accessibilité	9 608 \$	6 869 \$
Véhicules adaptés	2 287	2 287
Span	45 853	-
	<b>57 748 \$</b>	<b>9 156 \$</b>

## 8 . Immobilisations incorporelles et goodwill (suite)

### Test de dépréciation pour les UGT comprenant du goodwill (suite)

Les montants recouvrables de ces UGT sont basés sur leur valeur d'utilité. Ils ont été déterminés comme étant plus élevés que leur valeur comptable.

Les valeurs d'utilité sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs générés par les UGT. Les valeurs d'utilité en 2017 ont été déterminées d'une manière similaire à 2016. Le calcul des valeurs d'utilité est basé sur les hypothèses clés suivantes :

- Les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans avec une valeur terminale et basés sur l'expérience passée et les résultats opérationnels réels, en utilisant un taux de croissance constant de 10 % (10 % en 2016) pour les UGT regroupées dans Accessibilité et 2 % (5 % en 2016) pour les UGT regroupées dans Véhicules adaptés;
- La croissance annuelle anticipée des revenus incluse dans les projections de flux de trésorerie est basée sur le plan d'affaires;
- Un taux d'escompte de 10,33 % (14,02 % en 2016) est appliqué afin de déterminer le montant recouvrable de l'unité. Le taux d'escompte utilisé est basé sur la moyenne pondérée de l'industrie du coût des capitaux, qui est basé sur une fourchette possible de levier sur dette de 15 % (19 % en 2016), à un taux d'intérêt du marché de 3,18 % (3 % en 2016);
- Les valeurs attribuées aux hypothèses clés représentent l'évaluation de la direction sur les tendances futures de l'industrie et sont basées sur des données externes autant qu'internes (données historiques).

## 9 . Dépôt sur acquisition d'une entreprise

Le 24 août 2017, la Société a conclu une entente pour l'acquisition des actifs de la compagnie Visilift, LLC (« Visilift »), qui fabrique et commercialise des ascenseurs ronds et octogonaux panoramiques en verre ou en acrylique pour le marché résidentiel. La contrepartie totale est de 6 312 000 \$ (5 000 000 \$ US) dont 4 426 000 \$ (3 500 000 \$ US) a été payé à la date de l'entente et 1 886 000 \$ (1 500 000 \$ US) sera payable suivant la réalisation de certaines conditions de clôture, y compris le transfert des activités de production aux installations de fabrication de Savaria à Brampton (Ontario). En plus du prix d'achat, Visilift aura la possibilité de recevoir un paiement additionnel de 3 771 000 \$ (3 000 000 \$ US) lors de l'atteinte de certains jalons de performance sur une période de trois ans. Les coûts liés à cette entente d'acquisition au montant total de 118 000 \$ ont été inclus dans les autres charges de 2017. Les sommes versées ont été payées à l'aide de la ligne de crédit rotatif de la Société (note 11). Cette acquisition sera traitée conformément à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*.

## 10 . Fournisseurs et autres créditeurs

	2017	2016
Fournisseurs et charges à payer	16 225 \$	11 929 \$
Salaires et déductions à la source à payer	4 318	1 649
Vacances à payer	1 015	668
Taxes à la consommation à payer	93	94
	<b>21 651 \$</b>	<b>14 340 \$</b>

Les risques de taux de change et de liquidité liés aux fournisseurs et autres créditeurs auxquels la Société est exposée sont divulgués à la note 22.

## 11 . Dette à long terme

Cette note fournit de l'information sur les modalités de la dette à long terme de la Société, qui est mesurée au coût amorti.

	2017	2016
<b>Passifs courants</b>		
Partie courante de la dette à long terme	1 443 \$	3 388 \$
Partie courante des obligations en vertu de contrats de location	27	48
	<b>1 470 \$</b>	<b>3 436 \$</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Dette à long terme	38 406 \$	13 806 \$
Obligations en vertu de contrats de location	22	49
	<b>38 428 \$</b>	<b>13 855 \$</b>

Les détails sont comme suit :

	Taux d'intérêt effectif au 31 décembre 2017	Versements mensuels de capital (sauf exception)	Échéances	2017	2016
Ligne de crédit rotatif dont le solde est de 21 890 000 \$ pour la portion en dollars canadiens et 16 971 000 \$ (13 500 000 \$ US) pour la portion en dollars US. Seuls les intérêts sont payables mensuellement, à un taux qui varie selon certains ratios de la Société. Ce taux est présentement le taux préférentiel pour les fonds empruntés en dollars canadiens et le taux de base pour les fonds empruntés en dollars US. Se référer à la note 22 D) ii) pour de l'information sur les swaps de taux d'intérêt affectant cette dette. <sup>(1) (2)</sup>	3,20 % \$ CA 5,00 % \$US	-	juin 2022	37 947 \$	- \$
Emprunts au montant initial total de 23 364 000 \$ pour des emprunts dénommés en dollars canadiens et 644 000 \$ pour un emprunt dénommé en dollars US (512 000 \$ US). <sup>(2)</sup>	2,68 % à 4,60 %	199 \$	-	-	15 651
Montant d'une contrepartie éventuelle liée à l'acquisition d'une entreprise d'un montant nominal de 982 000 \$ (1 000 000 \$ AU) et d'une juste valeur initiale de 791 000 \$ (805 000 \$ AU), ne portant pas intérêt, payable sur deux ans lors de l'atteinte de certains jalons de performance annuels débutant en décembre 2018.	4,95%	491 \$	décembre 2020	791	-
Billet à payer relatif à l'acquisition d'une entreprise d'un montant nominal de 2 200 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 1 914 000 \$, ne portant pas intérêt, remboursable par des versements biannuels débutant en mars 2015.	6,50 %	275 \$	Septembre 2018	536	1 040
Billet à payer relatif à l'acquisition d'une entreprise d'un montant nominal de 421 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 395 000 \$, ne portant pas intérêt (voir note 27).	6,50 %	421 \$	Août 2011	421 \$	421 \$

<sup>(1)</sup> Une description des garanties données pour l'ensemble du financement accordé par l'institution financière de la Société est disponible à la note 22 E).

<sup>(2)</sup> Nouvelle entente signée en juin 2017 donnant accès à un crédit total de 110 000 000 \$ pouvant être tiré en dollars canadiens ou en dollars US qui a permis de rembourser cinq dettes existantes avant échéance dont le solde était de 14 135 000 \$ pour les emprunts en dollars canadiens et 565 000 \$ pour l'emprunt en dollars US. Un crédit supplémentaire de 50 000 000 \$ est disponible à certaines conditions.

## 11 . Dette à long terme (suite)

	Taux d'intérêt effectif au 31 décembre 2017	Versements mensuels de capital (sauf exception)	Échéances	2017	2016
Emprunts au montant initial total de 352 000 \$. Remboursables par versements mensuels, incluant intérêts.	0 % à 18,23 %	1 \$ à 7 \$	Septembre 2018 à avril 2023	154 \$	82 \$
Emprunts en vertu de contrats de location-financement pour un montant initial total de 190 000 \$. Aux termes des contrats, la Société a l'option d'acquérir le matériel à la juste valeur marchande. Remboursables par versements trimestriels.	3,87 % à 9,50 %	2 \$ à 12 \$	Janvier 2018 à avril 2020	49 \$	97 \$
				<b>39 898 \$</b>	<b>17 291 \$</b>

Les obligations en vertu de contrats de location-financement se détaillent comme suit :

	31 décembre 2017			31 décembre 2016		
	Versements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des versements minimums	Versements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des versements minimums
Moins d'un an	30 \$	2 \$	28 \$	53 \$	5 \$	48 \$
Entre un et cinq ans	22	1	21	52	3	49
	<b>52 \$</b>	<b>3 \$</b>	<b>49 \$</b>	<b>105 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>97 \$</b>

Rapprochement de la variation de la dette à long terme avec la trésorerie provenant des activités de financement :

	2017
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	17 291 \$
Augmentation nette de la ligne de crédit rotatif	39 424
Augmentation des autres dettes à long terme	71
Contrepartie éventuelle à payer liée à une acquisition de l'exercice	791
Augmentation par le biais de regroupements d'entreprises	42
Remboursement des autres dettes à long terme	(16 356)
Charges financières capitalisées sur la dette à long terme	131
Frais de transaction liés à la dette à long terme	(1 015)
Renversement de frais de transaction liés à des emprunts remboursés dans l'année	84
Impact de la variation du taux de change sur la dette en dollars US	(565)
Solde au 30 septembre	<b>39 898 \$</b>

## 12 . Provision pour garantie

	2017	2016
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	1 267 \$	1 197 \$
Augmentation par le biais de regroupements d'entreprises	503	-
Provisions effectuées	814	867
Provisions utilisées	(877)	(797)
Incidence de la variation des taux de change	(13)	-
Solde aux 31 décembre	<b>1 694 \$</b>	<b>1 267 \$</b>
Courant	954 \$	510 \$
Non courant	740	757
	<b>1 694 \$</b>	<b>1 267 \$</b>

## 12 . Provision pour garantie (suite)

Dans le cours normal de ses activités, la Société prend en charge certaines composantes en remplacement de composantes défectueuses en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de trois (3) mois, douze (12) mois ou trois (3) ans sur les produits d'accessibilité et de transport adapté tandis qu'elles ont une durée allant de dix-huit (18) mois à quinze (15) ans sur les produits de Span. La provision est basée sur des estimations fondées sur son expérience antérieure pour des produits et services similaires. Il est donc possible que les conditions changent et que cela nécessite un changement important dans les montants comptabilisés.

## 13 . Capital et autres éléments des capitaux propres

### A) Capital-actions et bons de souscription

#### Actions autorisées

Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote, participantes et sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Le 16 juin 2017, la Société a complété un placement privé par prise ferme de 2 760 000 actions ordinaires (2 600 000 en 2016) au prix de 13,90 \$ par action (7,80 \$ en 2016), pour un produit brut revenant à Savaria de 38 364 000 \$ (20 280 000 \$ en 2016) et un produit net des frais de transaction avant impôt de 36 374 000 \$ (19 094 000 \$ en 2016).

Durant 2017, la Société a émis 270 001 actions ordinaires (165 833 en 2016) à un prix moyen de 4,17 \$ par action (1,88 \$ en 2016) à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions. Le cours moyen pondéré de l'action aux dates d'exercice de ces options d'achat d'actions était de 14,18 \$ (7,74 \$ en 2016). Ces exercices ont donné lieu à une augmentation du capital-actions de 1 306 000 \$ (347 000 \$ en 2016) et à une réduction du surplus d'apport de 179 000 \$ (35 000 \$ en 2016). Durant la même période, 1 866 500 bons de souscription ont été exercés et échangés contre le même nombre d'actions ordinaires (1 008 500 en 2016) au prix de 4,25 \$ par action (idem en 2016). Ces exercices ont donné lieu à une augmentation du capital-actions de 7 933 000 \$ (4 286 000 \$ en 2016).

### B) Cumul des autres éléments du résultat global

Au 31 décembre 2017 et 2016, le cumul des autres éléments du résultat global comprend les écarts de conversion cumulés découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers, les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les profits ou pertes sur couverture d'investissement net et les couvertures de flux de trésorerie.

### C) Dividendes

Les dividendes suivants ont été déclarés et payés par la Société :

Pour les exercices clos les 31 décembre

	Déclarés		Payés	
	2017	2016	2017	2016
Montant par action en cents	31,5	21,5	28,5	21,5
Montant total	12 660 \$	7 395 \$	11 422 \$	7 395 \$

## 14 . Revenus

	2017	2016
Ventes de biens	170 323 \$	112 079 \$
Prestation de services	9 485	6 813
Redevances	710	836
	180 518 \$	119 728 \$

## 15 . Avantages du personnel

	2017	2016
Gages et salaires	32 329 \$	27 140 \$
Avantages aux employés	3 853	3 488
Cotisations aux régimes à cotisations définies	106	79
Rémunération à base d'actions	890	357
	<b>37 178 \$</b>	<b>31 064 \$</b>

## 16 . Autres charges

	2017	2016
Coûts d'acquisitions d'entreprises, réalisées et non réalisées, relatifs aux frais d'administration (notes 4 et 9)	1 650 \$	754 \$
Subvention reçue <sup>(1)</sup>	-	(98)
Autres	(33)	(15)
	<b>1 617 \$</b>	<b>641 \$</b>

<sup>(1)</sup> Subvention reçue par la filiale Savaria Huizhou liée à une demande de classification d'entreprise de haute technologie.

## 17 . Produits financiers et charges financières

	2017	2016
Revenus d'intérêts	282 \$	365 \$
Gain de change net	-	265
<b>Produits financiers</b>	<b>282 \$</b>	<b>630 \$</b>
Intérêts sur la dette à long terme	1 079 \$	613 \$
Dépense d'intérêt et frais bancaires	157	212
Frais de financement	166	-
Perte nette de change	511	-
<b>Charges financières</b>	<b>1 913 \$</b>	<b>825 \$</b>

## 18 . Impôts

	2017	2016
<b>Charge d'impôt exigible</b>		
Exercice courant	6 222 \$	4 855 \$
<b>Charge (économie) d'impôt différé</b>		
Création et renversement des écarts temporaires	(4 465)	98
<b>Charge totale d'impôt sur le résultat</b>	<b>1 757 \$</b>	<b>4 953 \$</b>

## 18 . Impôts (suite)

### Impôt comptabilisé dans les autres éléments du résultat global

	2017			2016		
	Avant impôt	Charge d'impôt	Déduction faite des impôts	Avant impôt	Charge d'impôt	Déduction faite des impôts
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	4 383 \$	(1 129) \$	3 254 \$	2 075 \$	(536) \$	1 539 \$
Pertes sur contrats de change portées au résultat net au cours de l'exercice	3 551	(913)	2 638	4 634	(1 191)	3 443
Couverture d'investissement net	849	(225)	624	-	-	-
Pertes nettes latentes sur la conversion des états financiers d'établissements étrangers	(4 157)	-	(4 157)	(484)	-	(484)
	4 626 \$	(2 267) \$	2 359 \$	6 225 \$	(1 727) \$	4 498 \$

### Rapprochement du taux d'impôt effectif

	2017		2016	
Résultat net		19 248 \$		12 301 \$
Charge d'impôt totale		1 757		4 953
Résultat avant impôt		21 005 \$		17 254 \$
Impôt en utilisant le taux d'impôt domestique de la Société	26,8 %	5 629 \$	26,9 %	4 641 \$
Écarts permanents	1,5 %	316	-	-
Impôt retenu sur rapatriement de fonds d'une filiale étrangère	1,3 %	281	1 %	181
Incidence de différences de taux d'impôt avec d'autres juridictions	(4,8) %	(1 008)	(0,9)%	(155)
Rémunération à base d'actions non déductible	1,1 %	240	0,5 %	93
Pertes de change déductibles à 50 %	1,3 %	260	-	-
Utilisation de pertes reportées non comptabilisées	(2,4) %	(508)	-	-
Impact de la réforme fiscale américaine	(15,7) %	(3 300)	-	-
Autres	(0,8) %	(153)	1,1 %	193
	8,3 %	1 757 \$	28,7 %	4 953 \$

### Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Un actif d'impôt différé n'a pas été reconnu pour les items suivants :

	2017	2016
Pertes autres qu'en capital reportées	- \$	1 399 \$
Pertes en capital reportées	1 343 \$	342 \$

Les pertes autres qu'en capital, totalisaient 1 399 000 \$ en 2016 au niveau fédéral américain et 639 000 \$ au niveau étatique américain. Ces pertes non comptabilisées ont été entièrement reconnues en 2017 duquel 637 000 \$ ont été utilisées afin de réduire le bénéfice imposable de la Société. Un actif d'impôt différé a été reconnu en relation avec ces items, 153 000 \$ et 41 000 \$ au niveau fédéral et étatique respectivement. Les pertes en capital, totalisant 1 343 000 \$ en 2017 (342 000 \$ en 2016) au niveau fédéral canadien ainsi qu'au Québec, n'ont pas de date d'échéance. Un actif d'impôt différé n'a pas été reconnu en relation avec ces items étant donné qu'il n'est pas probable que la Société puisse utiliser ces pertes.

## 18 . Impôts (suite)

### Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

Les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés comme suit :

	Actifs		Passifs		Nets	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Pertes reportées	1 539 \$	1 143 \$	- \$	- \$	1 539 \$	1 143 \$
Frais de développement différés	-	35	(520)	(297)	(520)	(262)
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	918	715	-	-	918	715
Immobilisations corporelles, incorporelles et goodwill	1 550	120	(11 470)	(380)	(9 920)	(260)
Crédits d'impôt à l'investissement	42	30	(88)	(70)	(46)	(40)
Contrats de change et de swap de taux d'intérêt	-	1 496	(543)	-	(543)	1 496
Gain sur dette en dollars US qui couvre un investissement net dans une filiale US	-	-	(225)	-	(225)	-
Provision pour retenue d'impôt sur dividendes futurs	-	-	(281)	-	(281)	-
Frais financiers	997	573	(242)	(17)	755	556
Autres	427	388	(69)	(71)	358	317
Actifs (passifs) d'impôt	5 473 \$	4 500 \$	(13 438) \$	(835) \$	(7 965) \$	3 665 \$
Compensation d'impôt	(3 706)	(652)	3 706	652	-	-
Actifs (passifs) d'impôt net	1 767 \$	3 848 \$	(9 732) \$	(183) \$	(7 965) \$	3 665 \$

Certaines filiales qui sont en position d'actifs nets d'impôt différé au montant de 631 000 \$ ont entraîné des pertes au cours de l'exercice. La Société considère qu'il est probable de réaliser ces actifs d'impôt différé.

### Variation des actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés durant l'exercice

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	Comptabilisé à même le résultat net	Augmentation par le biais d'un regroupement d'entreprises (note 4)	Augmentation par le biais de coûts d'émission liés à un placement privé	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Solde au 31 décembre 2016
Pertes reportées	1 219 \$	(76) \$	- \$	- \$	- \$	1 143 \$
Frais de développement différés	(197)	(65)	-	-	-	(262)
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	530	185	-	-	-	715
Immobilisations corporelles, incorporelles et goodwill	(222)	(15)	(23)	-	-	(260)
Crédits d'impôt à l'investissement	(44)	4	-	-	-	(40)
Contrats de change et de swap de taux d'intérêt	3 223	-	-	-	(1 727)	1 496
Frais financiers	365	(128)	-	319	-	556
Autres	320	(3)	-	-	-	317
	5 194 \$	(98) \$	(23) \$	319 \$	(1 727) \$	3 665 \$



## 18 . Impôts (suite)

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	Comptabilisé à même le résultat net	Augmentation par le biais d'un regroupement d'entreprises (note 4)	Augmentation par le biais de coûts d'émission liés à un placement privé	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Solde au 31 décembre 2017
Pertes reportées	1 143 \$	396 \$	- \$	- \$	- \$	1 539 \$
Frais de développement différés	(262)	(258)	-	-	-	(520)
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	715	203	-	-	-	918
Immobilisations corporelles, incorporelles et goodwill	(260)	4 697	(14 991)	-	634	(9 920)
Crédits d'impôt à l'investissement	(40)	(6)	-	-	-	(46)
Contrats de change et de swap de taux d'intérêt	1 496	3	-	-	(2 042)	(543)
Gain sur dette en dollars US qui couvre un investissement net dans une filiale US	-	-	-	-	(225)	(225)
Provision pour retenue d'impôt sur dividendes futurs d'une filiale	-	(281)	-	-	-	(281)
Frais financiers	556	(330)	-	529	-	755
Autres	317	41	-	-	-	358
	<b>3 665 \$</b>	<b>4 465 \$</b>	<b>(14 991) \$</b>	<b>529 \$</b>	<b>(1 633) \$</b>	<b>(7 965) \$</b>

## 19 . Résultat par action

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat de base par action et du résultat dilué par action :

	2017	2016
Résultat net	19 248 \$	12 301 \$
Résultat de base par action :		
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	39 718 496	34 270 454
Résultat de base par action	0,48 \$	0,36 \$
Résultat dilué par action :		
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	39 718 496	34 270 454
Effet des titres potentiellement dilutifs	880 331	1 645 060
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	40 598 827	35 915 514
Résultat dilué par action	0,47 \$	0,34 \$

Au 31 décembre 2017, 570 000 options (75 000 en 2016) ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré dilué d'actions en raison de leur effet antidilutif.

La valeur moyenne du marché des actions de la Société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options d'achat d'actions est basée sur des prix cotés sur le marché pour la période durant laquelle les options étaient en circulation.

## 20 . Flux de trésorerie

### A) Variation nette des éléments hors caisse liés aux opérations

	2017	2016
Créances et autres débiteurs	(2 122) \$	349 \$
Créances de crédits d'impôt	-	(108)
Stocks	(2 407)	(1 442)
Charges payées d'avance	(567)	(314)
Fournisseurs et autres créditeurs	(898)	3 751
Produits différés	695	(152)
Provision pour garantie	(76)	70
	<b>(5 375) \$</b>	<b>2 154 \$</b>

## 20 . Flux de trésorerie (suite)

### B) Transactions sans effet sur la trésorerie

En 2017, les transactions sans effet sur la trésorerie suivantes ont eu lieu : créance de crédits d'impôt appliquée à l'encontre des passifs d'impôts exigibles au montant de 450 000 \$ (416 000 \$ en 2016) et 393 000 \$ (97 000 \$ en 2016) à l'encontre des frais de développement différés, renversement aux immobilisations corporelles de dépôts au montant de 262 000 \$ (106 000 \$ en 2016) et conversion de stocks en immobilisations corporelles au montant de 29 000 \$ (21 000 \$ en 2016).

## 21 . Paiements fondés sur des actions

La Société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions pour ses administrateurs, membres de la direction, employés et consultants, en vertu duquel le conseil d'administration peut leur attribuer des options leur permettant d'acquérir des actions de la Société à un prix d'exercice établi par le conseil. Le prix d'exercice est le cours de clôture de l'action de la journée précédant l'attribution des options. Les droits d'exercice deviennent généralement acquis sur une période variant entre un an et cinq ans à compter de la date d'attribution, et les options doivent être levées dans un délai maximal de six ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Les options exercées sont réglées en actions. Au 31 décembre 2017, 957 000 options pouvaient encore être octroyées par la Société (1 508 000 au 31 décembre 2016).

La valeur de chaque option est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes avec les hypothèses ci-dessous :

Exercice clos le 31 décembre	Nombre d'options attribuées	Taux d'intérêt sans risque <sup>(1)</sup>	Rendement prévu des dividendes <sup>(1)</sup>	Volatilité prévue <sup>(1)</sup>	Durée prévue
2017	726 666	1,29 %	1,87 %	30 %	3 et 6 ans
2016	290 000	0,78 %	3,27 %	29 %	3 et 6 ans

<sup>(1)</sup> Moyenne pondérée

La juste valeur estimative des options attribuées en 2017 s'élève à 2 320 000 \$ (350 000 \$ en 2016). Cette valeur est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition des droits d'exercice en question.

En 2017, un coût de rémunération total de 890 000 \$ (357 000 \$ en 2016) pour les attributions d'options d'achat d'actions au profit des salariés et des administrateurs a été comptabilisé dans les frais d'administration et a été porté au crédit du surplus d'apport.

	2017		2016	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
En circulation aux 1 <sup>er</sup> janvier	1 556 667	4,73 \$	1 467 500	3,83 \$
Attribuées	726 666	14,93	290 000	6,35
Exercées	(270 001)	4,17	(165 833)	1,88
Échues	(10 000)	11,55	(25 000)	1,55
Renoncées	-	-	(10 000)	5,17
En circulation aux 31 décembre	2 003 332	8,47 \$	1 556 667	4,73 \$
Pouvant être exercées aux 31 décembre	356 388	6,41 \$	307 083	5,00 \$

## 21 . Paiements fondés sur des actions (suite)

Les tableaux suivants résument certaines informations concernant les options d'achat d'actions en circulation aux 31 décembre :

2017					
Options en circulation				Options pouvant être levées	
Fourchette des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des durées de vie contractuelles résiduelles	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
1,50 \$ à 1,90 \$	131 667	1,4 an	1,70 \$	64 999	1,71 \$
3,45 \$ à 3,65 \$	379 998	2,7 ans	3,59	73 334	3,65
4,70 \$ à 5,91 \$	560 000	3,3 ans	5,21	50 000	5,50
6,08 \$ à 11,55 \$	345 000	3,8 ans	9,31	100 000	6,08
14,04 \$ à 16,72 \$	586 667	4,7 ans	15,76	68 055	15,01
1,50 \$ à 16,72 \$	2 003 332	3,6 ans	8,47 \$	356 388	6,41 \$

2016					
Options en circulation				Options pouvant être levées	
Fourchette des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des durées de vie contractuelles résiduelles	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
1,50 \$ à 1,90 \$	146 667	2,4 ans	1,68 \$	13 333	1,50 \$
3,45 \$ à 3,65 \$	535 000	3,1 ans	3,56	75 000	3,45
4,70 \$ à 5,91 \$	635 000	3,7 ans	5,24	125 000	5,50
6,08 \$ à 11,33 \$	240 000	3,6 ans	7,83	93 750	6,08
1,50 \$ à 11,33 \$	1 556 667	3,4 ans	4,73 \$	307 083	5,00 \$

## 22 . Instruments financiers

Le tableau ci-dessous indique la présentation des instruments financiers dérivés aux états consolidés de la situation financière.

	2017	2016
<b>Actifs courants</b>		
Instruments dérivés de change	466 \$	- \$
<b>Actifs non courants</b>		
Instruments dérivés de change	1 719 \$	129 \$
Instruments dérivés de taux d'intérêt	202	42
	<b>1 921 \$</b>	<b>171 \$</b>
<b>Passifs courants</b>		
Instruments dérivés de change	279 \$	4 252 \$
Instruments dérivés de taux d'intérêt	-	46
	<b>279 \$</b>	<b>4 298 \$</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Instruments dérivés de change	- \$	1 699 \$

### A) Gestion des risques financiers

#### Aperçu

La Société est exposée aux risques suivants par son utilisation d'instruments financiers :

- risque de crédit;
- risque de liquidité;
- risque du marché.

## 22 . Instruments financiers (suite)

### A) Gestion des risques financiers (suite)

Cette note présente de l'information sur chacun des risques ci-dessus auxquels la Société est exposée et la gestion du capital de la Société.

#### Cadre de la gestion du risque

Le conseil d'administration a la responsabilité globale de l'établissement et la surveillance du cadre de gestion du risque de la Société.

Les politiques de gestion du risque de la Société sont établies afin d'identifier et d'analyser les risques auxquels la Société fait face, d'établir des limites de risque et des contrôles appropriés et de surveiller les risques et le respect des limites. Les politiques et systèmes de gestion du risque sont révisés régulièrement afin d'y refléter les changements dans les conditions du marché et dans les activités de la Société.

Le comité d'audit de la Société contrôle la manière dont la direction surveille le respect des politiques et procédures de gestion du risque et s'assure que le cadre de gestion du risque est adéquat en relation avec les risques auxquels la Société fait face.

### B) Risque de crédit

La trésorerie et les instruments financiers dérivés sont détenus ou émis par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la Société considère que le risque de non-performance de ces institutions financières est négligeable.

La Société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

La Société détient des garanties sur des actifs personnels comme caution sur les prêts à long terme.

#### Risque de crédit auquel la Société est exposée

La valeur comptable des actifs financiers représente le risque de crédit maximal.

Le risque de crédit maximal pour les prêts et les créances, avant la provision pour mauvaises créances, à la date de clôture par secteur géographique, est de :

	2017	2016
Canada	7 663 \$	5 409 \$
États-Unis	14 742	6 725
Autres régions	1 432	675
	<b>23 837 \$</b>	<b>12 809 \$</b>

#### Perte de valeur

L'âge des créances à la date de clôture est :

	2017		2016	
	Brut	Provision	Brut	Provision
Courant, 0-60 jours	19 653 \$	- \$	10 364 \$	- \$
Échu, 61-90 jours	1 961	76	789	21
Échu, plus de 90 jours	2 223	640	1 656	485
	<b>23 837 \$</b>	<b>716 \$</b>	<b>12 809 \$</b>	<b>506 \$</b>

## 22 . Instruments financiers (suite)

### Risque de crédit auquel la Société est exposée (suite)

La provision pour mauvaises créances a évolué comme suit durant l'exercice :

	2017	2016
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier	506 \$	649 \$
Augmentation par le biais de regroupements d'entreprises	186	-
Augmentation de la provision pour mauvaises créances	184	118
Radiation de montants à recevoir :		
Secteur Accessibilité	(66)	(255)
Secteur Véhicules adaptés	(84)	(6)
Secteur Span	(1)	-
Incidence de la variation des taux de change	(9)	-
Solde aux 31 décembre	716 \$	506 \$

### C) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau des liquidités de la Société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements. Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la Société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs.

Au 31 décembre 2017, la Société disposait d'un fonds de roulement de 44 199 000 \$ (63 635 000 \$ au 31 décembre 2016) et de facilités de crédit non utilisées de 71 139 000 \$ (10 000 000 \$ au 31 décembre 2016).

Les tableaux suivants résument les échéances contractuelles des passifs financiers, incluant les versements estimés d'intérêt et excluant l'effet des ententes de compensation.

	2017					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
<b>Passifs financiers non dérivés</b>						
Fournisseurs et autres créditeurs	21 558 \$	21 558 \$	21 558 \$	- \$	- \$	- \$
Dividende à payer	1 238	1 238	1 238	-	-	-
Dette à long terme, incluant la partie courante et les intérêts	39 898	44 075	10 367	16 341	12 402	4 965
Autres passifs à long terme	267	267	68	136	59	4
	62 961 \$	67 138 \$	33 231 \$	16 477 \$	12 461 \$	4 969 \$
<b>Passifs financiers dérivés</b>						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	279 \$	67 702 \$	22 592 \$	40 098 \$	5 012 \$	- \$
Entrées de fonds	-	(69 606)	(22 778)	(41 600)	(5 228)	-
	279 \$	(1 904) \$	(186) \$	(1 502) \$	(216) \$	- \$

## 22 . Instruments financiers (suite)

### C) Risque de liquidité (suite)

	2016					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
<b>Passifs financiers non dérivés</b>						
Fournisseurs et autres créditeurs	14 246 \$	14 246 \$	14 246 \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme, incluant la partie courante et les intérêts	17 291	19 519	3 954	5 246	2 990	7 329
Autres passifs à long terme	49	49	-	16	14	19
	<b>31 586 \$</b>	<b>33 814 \$</b>	<b>18 200 \$</b>	<b>5 262 \$</b>	<b>3 004 \$</b>	<b>7 348 \$</b>
<b>Passifs financiers dérivés</b>						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	5 951 \$	71 223 \$	25 444 \$	45 779 \$	- \$	- \$
Entrées de fonds	-	(65 378)	(21 176)	(44 202)	-	-
Contrats de swap de taux d'intérêt	46	46	46	-	-	-
	<b>5 997 \$</b>	<b>5 891 \$</b>	<b>4 314 \$</b>	<b>1 577 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>

### D) Risque de marché

#### i) Risque de change

La Société est exposée au risque de change en lien avec les actifs et les passifs financiers, ainsi qu'avec les revenus et les achats qui sont libellés dans une devise autre que les devises fonctionnelles respectives des entités du groupe. Les entités canadiennes sont exposées au dollar US, tandis que les entités qui ont une devise fonctionnelle autre que le dollar canadien (établissements étrangers) n'ont pas une grande exposition au risque de change. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières premières en devises étrangères et par l'utilisation de contrats de change à terme. Ces contrats obligent la Société à vendre des dollars américains à des taux prédéterminés.

La direction a établi une politique exigeant que la Société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus particulièrement le dollar américain, pour ainsi protéger le bénéfice brut contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La Société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, les entrées nettes prévues en devises américaines peuvent être couvertes jusqu'à un maximum de 75 %.

Les tableaux ci-dessous résument les caractéristiques des contrats de change à terme aux 31 décembre :

2017			
Échéance	Type	Taux de change moyen pondéré	Montants contractuels (en milliers de dollars US)
0 à 12 mois	Vente	1,2654	18 000 \$
12 à 24 mois	Vente	1,2982	18 000
24 à 36 mois	Vente	1,3024	14 000
37 à 40 mois	Vente	1,3070	4 000
		<b>1,2890</b>	<b>54 000 \$</b>

2016			
Échéance	Type	Taux de change moyen pondéré	Montants contractuels (en milliers de dollars US)
0 à 12 mois	Vente	1,1145	19 000 \$
12 à 24 mois	Vente	1,2654	18 000
24 à 35 mois	Vente	1,2985	16 500
		<b>1,2220</b>	<b>53 500 \$</b>

## 22 . Instruments financiers (suite)

### i) Risque de change (suite)

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète en général les montants estimatifs que la Société paierait ou recevrait lors d'un règlement hypothétique des contrats à la date de clôture de l'exercice.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée dans le résultat net pour les couvertures de flux de trésorerie puisque les sources d'inefficacité sont non significatives. En 2017, la variation de la valeur des instruments de couverture au montant de 4 177 000 \$ (1 916 000 \$ en 2016), utilisée pour calculer la partie inefficace des relations de couverture de risque de change, était identique à la variation de la valeur des éléments couverts employée.

La juste valeur des instruments financiers dérivés, laquelle est présentée au cumul des autres éléments du résultat global, avant les impôts différés créditeurs de 490 000 \$ (1 496 000 \$ débiteurs au 31 décembre 2016), s'établit comme suit aux 31 décembre :

	2017	2016
Gains non réalisés sur contrats de change à terme venant à échéance dans les douze prochains mois	466 \$	- \$
Pertes non réalisées sur contrats de change à terme venant à échéance dans les douze prochains mois	(279)	(4 252)
	187 \$	(4 252) \$
Gains non réalisés sur contrats de change à terme venant à échéance après les douze prochains mois	1 719 \$	129 \$
Pertes non réalisées sur contrats de change à terme venant à échéance après les douze prochains mois	-	(1 699)
	1 719 \$	(1 570) \$
	1 906 \$	(5 822) \$

La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures régulières de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

### Analyse de sensibilité

Les éléments monétaires libellés en dollars US des entités dont la monnaie fonctionnelle est une devise autre que le dollar américain se détaillent comme suit:

(en milliers de dollars US)

	2017	2016
Trésorerie	(2 451) \$	4 204 \$
Créances et autres débiteurs	3 178	5 320
Fournisseurs et autres créditeurs	1 070	(1 242)
Dette à long terme	-	(469)
Total des éléments monétaires libellés en dollars américains	1 797 \$	7 813 \$

Une augmentation ou une diminution de 1 cent du dollar américain à la date de clôture aurait eu pour effet, en supposant que toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurent constantes, d'accroître (de réduire) les capitaux propres et le résultat global des montants présentés dans le tableau ci-dessous.

(en milliers de dollars US)

	2017		2016	
	Hausse de 1 cent	Baisse de 1 cent	Hausse de 1 cent	Baisse de 1 cent
Exposition au risque de bilan	(3) \$	3 \$	57 \$	(57) \$
Swap de taux d'intérêt et contrats de change à terme	358	(358)	361	(419)
Dette à long terme désignée comme élément de couverture dans une couverture d'investissement	(2)	2	-	-
Exposition nette au bilan	353 \$	(353) \$	418 \$	(476) \$

## 22 . Instruments financiers (suite)

### ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de la trésorerie, des prêts à long terme, des emprunts bancaires et des emprunts à long terme. La trésorerie et les emprunts à taux variables exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les prêts à long terme et les emprunts à taux fixes exposent la Société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La Société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque. Elle a conclu des opérations d'échange de taux d'intérêt (« contrats de swap ») afin de minimiser son risque lié aux variations des taux d'intérêt sur les dettes à long terme suivantes :

Échéance	Taux d'intérêt fixe	Valeur nominale initiale	Solde	
			2017	2016
avril 2017	1,98 %	7 000 \$	- \$	2 324 \$
avril 2017	2,08 %	9 600 \$	- \$	6 615 \$
juillet 2021	1,18 %	6 200 \$ <sup>(1)</sup>	5 413 \$	5 915 \$
juin 2022	2,018 %	13 500 \$ US	16 971 \$	- \$

<sup>(1)</sup> Cette dette a été remplacée par le crédit rotatif en juin 2017. Voir note 11

Des frais d'estampillage de 1,5 % s'ajoutent aux taux d'intérêt mentionnés ci-dessus.

Ces instruments dérivés ont été désignés comme couverture aux fins comptables. La juste valeur des instruments financiers, laquelle est présentée au cumul des autres éléments du résultat global, avant les impôts différés de 54 000 \$ (1 000 \$ au 31 décembre 2016), s'établit comme suit aux 31 décembre :

	2017	2016
Gains non réalisés sur contrats de swap de taux d'intérêt applicables à la partie non courante de la dette à long terme	202 \$	42 \$
Pertes non réalisées sur contrats de swap de taux d'intérêt applicables à la partie courante de la dette à long terme	-	(46)
	202 \$	(4) \$

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée dans le résultat net pour les couvertures de flux de trésorerie puisque les sources d'inefficacité sont non significatives. En 2017, la variation de la valeur des instruments de couverture au montant de 206 000 \$ (159 000 \$ en 2016), utilisée pour calculer la partie inefficace des relations de couverture de risque de taux d'intérêt, était identique à la variation de la valeur des éléments couverts employée.

Le seul élément monétaire à taux variable présentant un risque d'incidence sur le résultat net advenant une variation du taux d'intérêt est la ligne de crédit rotatif dont le solde est de 37 947 000 \$ au 31 décembre 2017 (néant au 31 décembre 2016).

### Analyse de sensibilité

Une augmentation ou une diminution de 100 points de base du taux préférentiel ou du taux de base américain à la date de clôture aurait eu pour effet, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, d'accroître (de réduire) les capitaux propres et le résultat global des montants présentés dans le tableau ci-dessous.

	2017		2016	
	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base
Swaps de taux d'intérêt	660 \$	(660) \$	2 \$	(2) \$



## 22 . Instruments financiers (suite)

### iii) Risque de prix

Les produits de la Société comportent des centaines de composantes fabriquées par de nombreux fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et avoir une incidence sur les marges bénéficiaires de la Société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la Société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque.

La Société n'utilise pas de produit dérivé lié au prix des matières.

#### Juste valeur versus valeur comptable

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, incluant leur niveau dans la hiérarchie d'évaluation de la juste valeur. Ils n'incluent pas l'information sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers présentés au coût amorti lorsque la valeur comptable de ceux-ci représente une approximation raisonnable de la juste valeur.

	2017				
	Valeur comptable	Juste valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs présentés à la juste valeur</b>					
Contrats de change à terme	2 185 \$	- \$	2 185 \$	- \$	2 185 \$
Contrats de swap de taux d'intérêt	202	-	202	-	202
	<b>2 387 \$</b>				
<b>Passifs présentés à la juste valeur</b>					
Contrats de change à terme	(279) \$	-	(279)	-	(279)
<b>Passifs présentés au coût amorti</b>					
Dette à long terme	(39 898) \$	-	-	(39 884)	(39 884)

	2016				
	Valeur comptable	Juste valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs présentés à la juste valeur</b>					
Contrats de change à terme	129 \$	- \$	129 \$	- \$	129 \$
Contrats de swap de taux d'intérêt	42	-	42	-	42
	<b>171 \$</b>				
<b>Passifs présentés à la juste valeur</b>					
Contrats de change à terme	(5 951) \$	-	(5 951)	-	(5 951)
Contrats de swap de taux d'intérêt	(46)	-	(46)	-	(46)
	<b>(5 997) \$</b>				
<b>Passifs présentés au coût amorti</b>					
Dette à long terme	(17 291) \$	-	-	(17 287)	(17 287)

La base pour la détermination de la juste valeur est divulguée à la note 24.

## 22 . Instruments financiers (suite)

### E) Gestion du capital

La Société définit les composantes de sa structure de capital comme étant la dette à long terme et les avances bancaires moins la trésorerie plus les capitaux propres.

	2017	2016
Trésorerie	(7 719) \$	(51 230) \$
Dette à long terme, incluant la partie courante	39 898	17 291
Capitaux propres	32 179 \$	(33 939) \$
Total de la structure de capital	138 783	82 985
	170 962 \$	49 046 \$

La politique du conseil d'administration est de maintenir une solide assise financière afin de maintenir la confiance des investisseurs, des créiteurs et du marché et de soutenir le développement futur de l'entreprise. La direction surveille le rendement sur le capital, qui est défini par la Société comme étant le résultat des activités opérationnelles divisé par les capitaux propres. La direction surveille aussi le niveau de dividendes aux actionnaires ordinaires.

La Société utilise un processus de consolidation des comptes bancaires en dollars canadiens et en dollars US pour optimiser les besoins et excédents de liquidités de la Société mère et de ses filiales. Tant que le solde net, par devise, des comptes demeure positif, aucun intérêt n'est exigible. Ce processus est administré par l'institution financière de la Société.

La Société surveille le capital basé sur plusieurs ratios financiers et indicateurs de performance non financiers.

La Société doit respecter des conditions imposées par diverses ententes bancaires et s'assurer qu'elles soient respectées. Elle a respecté toutes les conditions imposées par ses prêteurs tout au long de l'exercice.

De plus, l'ensemble des actifs de la Société a été donné comme garantie sur la ligne de crédit rotatif.

Il n'y a pas eu de changement durant l'exercice dans l'approche du groupe en gestion du capital. Ni la Société ni ses filiales ne sont assujetties à des exigences externes en matière de capital.

## 23 . Engagements

### À titre de locataire

Les contrats de location-exploitation sans possibilité d'annulation sont payables comme suit :

	2017	2016
Moins d'un an	1 699 \$	1 320 \$
Entre un et cinq ans	3 409	3 144
Plus de cinq ans	870	1 106
	5 978 \$	5 570 \$

La Société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipement. Les baux sur les immeubles ont des durées restantes de 6 à 106 mois, et la plupart de ceux-ci ont une option de renouvellement à la fin du bail.

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2017, un montant de 347 000 \$ (550 000 \$ en 2016) est comptabilisé dans le coût des ventes et un montant de 874 000 \$ (421 000 \$ en 2016) est comptabilisé dans les charges opérationnelles en relation avec les contrats de location-exploitation.

La filiale Span s'est engagée à acheter un minimum annuel de 700 000 \$ US de produits Selan® jusqu'à l'année 2020 inclusivement. Cette filiale s'est aussi engagée à acquérir une pièce d'équipement de production pour un montant de 356 000 \$.

## 24 . Détermination des justes valeurs

Plusieurs des méthodes comptables et de divulgation de la Société exigent la détermination de la juste valeur, tant pour ce qui est des actifs et passifs financiers que des actifs et passifs non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et (ou) des informations à fournir selon les méthodes exposées ci-après. S'il y a lieu, des informations supplémentaires concernant les hypothèses posées dans la détermination de la juste valeur sont fournies dans les notes portant sur l'actif ou le passif concerné.

### A) Immobilisations corporelles

La juste valeur des immobilisations corporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur la valeur marchande. La juste valeur des éléments d'équipement, mobilier et agencement, matériel roulant, matériel informatique et améliorations locatives est basée sur une approche fondée sur le marché et sur le coût utilisant les prix du marché pour des éléments similaires, lorsqu'ils sont disponibles, et un coût de remplacement, lorsqu'approprié.

### B) Immobilisations incorporelles

La juste valeur des marques de commerce acquises lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur une estimation escomptée des paiements de redevances qui ont été évités par le fait que la Société possède les marques de commerce. La juste valeur des listes de clients et des carnets de commandes acquis lors d'un regroupement d'entreprises est déterminée en utilisant la méthode de l'excédent du résultat multipériode par laquelle l'actif en question est évalué après y avoir déduit un rendement raisonnable sur tous les autres actifs qui participent à la création des flux de trésorerie y afférents.

La juste valeur des autres immobilisations incorporelles est basée sur les flux de trésorerie escomptés prévus provenant de l'utilisation et la vente éventuelle des actifs.

### C) Stocks

La juste valeur des stocks acquis lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires moins les coûts d'achèvement et de vente estimés, et une marge de profit raisonnable basée sur l'effort requis pour acheter et vendre les stocks.

### D) Actifs au coût amorti

Les actifs au coût amorti sont estimés comme étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, escomptés en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date de clôture.

### E) Dérivés

La juste valeur des contrats de change est estimée en escomptant la différence entre le montant contractuel à terme et la valeur actuelle à terme pour le montant résiduel du contrat utilisant un taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt est estimée en escomptant la différence entre le taux d'intérêt du contrat de swap et les taux du marché sur la valeur des emprunts.

La juste valeur reflète le risque de crédit de l'instrument et inclut un ajustement afin de tenir compte du risque de crédit de l'entité de la Société et de la contrepartie lorsqu'approprié.

### F) Passifs au coût amorti

La juste valeur, qui est déterminée aux fins de divulgation, est calculée sur la valeur actualisée des sorties de fonds en capital et intérêts qui sont escomptées au taux du marché à la date de clôture.

### G) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur des options d'achat d'actions est mesurée au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les données de mesures incluent la valeur de l'action à la date de la mesure, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité prévue (basée sur la moyenne pondérée historique de volatilité, ajustée pour des variations prévues dues à de l'information à laquelle le public a accès), la moyenne pondérée de la durée de vie de l'instrument (basée sur l'expérience passée et le comportement général du détenteur des options), les dividendes prévus et le taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor).

## 25 . Subventions gouvernementales

Au cours de l'exercice 2017, la Société a comptabilisé des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et développement expérimental s'élevant à 393 000 \$ (139 000 \$ en 2016). Un montant de 444 000 \$ n'a pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales.

La Société a également comptabilisé des crédits d'impôt pour apprentis de 25 000 \$ (61 000 \$ en 2016) qui n'ont pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales.

Ces crédits ont été comptabilisés comme suit :

	2017	2016
Diminution des frais de développement différés	393 \$	98 \$
Diminution du coût des ventes	25	61
Diminution des frais de recherche et développement	-	41
	418 \$	200 \$

## 26 . Secteurs opérationnels

### Information sur les secteurs opérationnels

Aux fins de la présentation de l'information financière, les opérations sont structurées selon trois secteurs opérationnels en fonction des marchés qu'ils desservent. Le secteur *Accessibilité* inclut la fabrication et la distribution d'équipements d'accessibilité résidentiels et commerciaux pour personnes à mobilité restreinte ainsi que l'opération d'un réseau de franchisés et de magasins corporatifs par lesquels est vendu de l'équipement d'accessibilité neuf et recyclé et d'un programme d'identification de prospects par lequel sont distribués les noms de clients potentiels à ses affiliés en Amérique du Nord. Le secteur *Véhicules adaptés* effectue la conversion, l'adaptation et la distribution de véhicules pour les personnes à mobilité restreinte, à des fins personnelles ou commerciales. Le secteur *Span* inclut la fabrication et distribution de surfaces de soutien thérapeutique et autres produits de gestion de la pression pour le marché médical, de lits médicaux pour le marché des soins de longue durée ainsi que de surmatelas et oreillers en mousse pour le marché de la consommation et certains produits pour le marché industriel, principalement des produits de mousse.

	2017					
	Accessibilité	Véhicules adaptés	Span	Siège social	Éliminations intersectorielles	Total
Revenus externes	107 607 \$	27 447 \$	45 712 \$	- \$	(248) \$	180 518 \$
Résultat (perte) avant impôt, intérêts et amortissement	22 729	2 696	4 673	(1 969)	-	28 129
Charge d'amortissement	2 126	392	3 130	522	-	6 170
Dépense d'intérêt	3 008	30	1 894	1 018	(4 714)	1 236
Revenus d'intérêt	22	2	1	4 971	(4 714)	282
Actifs des secteurs	106 490 \$	20 890 \$	121 742 \$	151 900 \$	(181 226) \$	219 796 \$
Passifs des secteurs	91 170	11 717	78 820	80 532	(181 226)	81 013
Dépenses en capital <sup>(1)</sup>	1 815	1 076	222	4 249	-	7 362

	2016					
	Accessibilité	Véhicules adaptés	Span	Siège social	Éliminations intersectorielles	Total
Revenus externes	96 416 \$	23 480 \$	- \$	- \$	(168) \$	119 728 \$
Résultat (perte) avant impôt, intérêts et amortissement	18 522	2 331	-	(1 139)	-	19 714
Charge d'amortissement	1 221	325	-	454	-	2 000
Dépense d'intérêt	3 030	20	-	549	(2 774)	825
Revenus d'intérêt	18	7	-	3 114	(2 774)	365
Actifs des secteurs	96 834 \$	13 869 \$	- \$	125 008 \$	(109 579) \$	126 132 \$
Passifs des secteurs	72 912	13 239	-	66 575	(109 579)	43 147
Dépenses en capital <sup>(1)</sup>	1 429	799	-	1 063	-	3 291

<sup>(1)</sup> Dépense en capital excluant les montants reliés aux acquisitions d'entreprises

## 26 . Secteurs opérationnels (suite)

### Information géographique

	Revenus		Actifs non courants	
	2017	2016	2017	2016
Canada	66 718 \$	49 804 \$	63 282 \$	35 441 \$
États-Unis	104 641	61 594	77 554	17
Autres régions	9 159	8 330	3 597	435
	<b>180 518 \$</b>	<b>119 728 \$</b>	<b>144 433 \$</b>	<b>35 893 \$</b>

Les revenus sont affectés aux régions géographiques selon la destination des produits expédiés.

## 27 . Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la Société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse pas être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la Société.

La Société a reçu une réclamation en relation avec le paiement du billet à payer déjà comptabilisé au montant de 421 000 \$ lié à l'acquisition de Freedom en 2010. L'ancien actionnaire de cette compagnie demande aussi le droit d'exercer les 200 000 options qui avaient été émises dans le cadre de son contrat d'emploi. La Société a émis une demande reconventionnelle concernant la réclamation liée à l'acquisition ainsi qu'une demande pour que soit rejetée la réclamation liée au contrat d'emploi. Cette dernière demande ayant été refusée, la Société en a appelé de la décision. Le dénouement de ces réclamations ne peut pas être déterminé à cette date.

## 28 . Parties liées

### A) Rémunération des principaux dirigeants et administrateurs

	2017	2016
Avantages du personnel à court terme	1 231 \$	916 \$
Paiements fondés sur des actions	1 631	539
	<b>2 862 \$</b>	<b>1 455 \$</b>

### B) Transactions avec les principaux dirigeants et administrateurs

Les administrateurs de la Société contrôlent 35,6 % (39,6 % en 2016) des actions avec droit de vote de la Société.

Les conditions rattachées à ces ententes reflètent les conditions du marché.